

**BANQUE DES ETATS
DE
L'AFRIQUE CENTRALE**

**COMITE NATIONAL ECONOMIQUE ET FINANCIER
DE LA
REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE**

Session du 13 novembre 2023



CNEF réunion du 13 Novembre 2023

Rapport de conjoncture de la Guinée Equatoriale au 31 août 2023 et perspectives à court et moyen termes
www.cnef-ge.org

SOMMAIRE

VUE D'ENSEMBLE	3
<i>A. SECTEUR REEL ET PRIX.....</i>	<i>14</i>
<i>A. 1 Secteur primaire</i>	<i>17</i>
<i>A.2 Secteur secondaire</i>	<i>20</i>
<i>A.3 Secteur tertiaire</i>	<i>23</i>
<i>D. FINANCES PUBLIQUES.....</i>	<i>25</i>
<i>E. Surveillance multilatérale</i>	<i>27</i>
1. Taux d'inflation.....	27
2. Solde budgétaire de référence.....	27
3. Taux d'endettement public	27
4. Non accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs et apurement du stock existant selon un plan d'apurement validé	28
<i>F. SECTEUR EXTERIEUR.....</i>	<i>28</i>
<i>G. Evolution des agrégats monétaires</i>	<i>29</i>
1. Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large (M2)	29
2. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2) et de ses contreparties.....	31
<i>H. Situation comptable de la banque centrale.....</i>	<i>31</i>
<i>I. Situation du système bancaire.....</i>	<i>34</i>
<i>J. EVOLUTION DU MARCHE MONETAIRE ET TITRES PUBLICS</i>	<i>37</i>
ANEXES.....	45

VUE D'ENSEMBLE

Selon les perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en octobre 2023 par le FMI, la croissance mondiale, a été de 3,5% en 2022, elle devrait revenir à 3,0% et à 2,9% respectivement en 2023, et en 2024. Cette évolution s'expliquerait par les perturbations du secteur financier, le niveau élevé de l'inflation, les effets du conflit russo-ukrainien et les effets hérités de trois années de la pandémie du COVID-19.

Par espace géographique, le taux de croissance réel de l'activité pour les économies avancées se situerait à 1,5%, après une hausse de 2,6% en 2022, et resterait quasi stable à 1,4% en 2024. Pour les économies émergentes et en développement, le PIB réel chuterait à 4,0% en 2023, après une croissance du PIB de 4,1 % en 2022 et s'stabiliser à 4,0% en 2024. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance du PIB réel diminuerait à 3,3% en 2023, après 4,0% en 2022, et remonterait à 4,0% en 2024.

L'inflation mondiale en moyenne annuelle diminuerait à 6,9% en 2023 contre 8,7% en 2022 et continuerait sa tendance baissière à 5,8% en 2024 sous l'effet de la baisse des prix des produits de base, mais l'inflation sous-jacente devrait diminuer plus lentement.

Sur le plan régional, les prévisions de la BEAC pour la CEMAC tablent sur : *i*) un taux de croissance du PIB réel qui reviendrait de 2,8 % en 2022 à 2,5 % en 2023, grevée principalement par un recul plus important de l'activité pétrolière (-1,3 % en 2023, contre -0,7 % en 2022, et remonterait à 3,0% en 2024 ; *ii*) des tensions inflationnistes persistantes à 5,7 % en 2023, après 5,6 % un an plus tôt, pour s'stabiliser à 3,0% en 2024 ; *iii*) un excédent du solde budgétaire, hors dons, en repli de 2,4 % du PIB en 2022 à 1,7 % du PIB en 2023, pour se situer en 1,6% en 2024 ; *iiii*) une dégradation du solde du compte courant, dons officiels compris, qui reviendrait à 0,5 % du PIB en 2023 après 5,7 % en 2022, et serait de -1,5% du PIB en 2024. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire augmenterait de 9,3% contre 13,5% en 2022 et diminuerait de 7,8% en 2024. En le Taux de couverture extérieure de la monnaie, elle s'établirait à 78,5% contre 73,1% en décembre 2022 et remonterait de 82,1% en 2024 et des réserves de change en mois d'importations de biens et services à 5,23 mois d'importations de biens et services en 2023, contre 4,94 mois en 2022, et augmenterait de 5,65 mois en 2024.

En ce qui concerne l'activité économique de la Guinée Equatoriale, le PIB de la Guinée Equatoriale devrait reculer de 4,3% en 2023, après une croissance positive de 2,9% observée l'année précédente, grevée principalement par une décroissance plus importante de l'activité pétrolière (-14,5 % en 2023, contre -2,5 % en 2022). Sur le front

de prix, l'inflation se hisserait en moyenne annuelle à 2,2% en 2023, après 4,9% enregistré en 2022.

Sur le plan monétaire, les avoirs extérieurs nets enregistreraient une baisse de 1,8 % ; les crédits à l'économie augmenteraient faiblement de 1,4 % tandis que les créances nettes sur l'Etat remonteraient de 139,1 % en décembre 2023. Il résulterait de ces évolutions une croissance de 4,9 % de la masse monétaire.

S'agissant des finances publiques, les prévisions tablent sur une dégradation des comptes publics, avec un solde budgétaire, base engagements hors dons, qui se situerait à 2,4 % du PIB contre 11,9 % du PIB en 2022, en raison de la baisse des ressources publiques à 19,1 % du PIB, suite à la baisse des cours et du volume des exportations de pétrole.

Pour le secteur extérieur, il est prévue une amélioration des comptes extérieurs, avec un excédent du compte courant, dons officiels inclus, à 1,3 % du PIB (contre -3,6 % prévu en avril), en raison de la détérioration moins importante des termes de l'échange (-22,2 % au lieu de -27,9 % prévu à la revue) et de la hausse moins prononcée des importations (51,4 % au lieu 62,1 % de la revue).

En termes de *perspectives à moyen terme*, les projections tablent sur un recul des activités sur la période 2024-2026, toutefois le taux de croissance en termes réels devrait s'améliorer à moyen terme, passant de -3,8 % en 2024 à -2,7 % en 2026. La croissance économique dans le secteur non pétrolier devrait s'accélérer en 2024 (+2,6 %) avant de connaître une décélération à partir de 2025 (+1,3 % en 2025 et +0,9 % en 2026). Quant au secteur pétrolier, il demeurerait en récession à moyen terme, avec un taux de croissance en moyenne annuelle de -15,0 % entre 2024 et 2026. Par ailleurs, le taux d'inflation en moyenne annuelle devrait diminuer progressivement à partir de 2024, tout en restant en dessous de la norme communautaire de 3,0 %.

Pour les autres comptes macroéconomiques, le solde budgétaire, base engagements hors dons, devrait diminuer en 2024 (+1,7 % du PIB après 2,4 % en 2023) et avant de devenir déficitaire à partir de 2025. Le déficit extérieur courant se dégraderait davantage, pour se situer à -3,3% du PIB en 2024, à -6,4 % en 2025 et -9,2 % en 2026. Les avoirs extérieurs nets et les crédits à l'économie devraient reculer de 12,1 % et 3,6 % respectivement tandis que les créances nettes sur l'Etat s'accroîtraient de 238,8 % sur la période. En conséquence, la masse monétaire devrait connaître une hausse de 3,4 %.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE INTERNATIONAL

A. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Selon les perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en octobre 2023 par le FMI, la croissance mondiale, a été de 3,5% en 2022, elle devrait revenir à 3,0% et à 2,9% respectivement en 2023, et en 2024. Cette évolution s'expliquerait par les perturbations du secteur financier, le niveau élevé de l'inflation, les effets du conflit russo-ukrainien et les effets hérités de trois années de la pandémie du COVID-19.

Par espace géographique, le taux de croissance réel de l'activité pour les *économies avancées* devrait connaître une baisse, passant de 2,6% en 2022 à 1,5% en 2023, et diminuerait légèrement à 1,4% en 2024. En ce qui concerne *les pays émergents et les pays en développement*, la croissance devrait légèrement diminuer, passant de 4,1% en 2022 à 4,0% en 2023 et resterait stable à 4,0% en 2024. En *Afrique subsaharienne*, la croissance devrait s'être situé à 3,3% en 2023, contre 4,0% en 2022, pour ensuite augmenter à 4,0% en 2024.

S'agissant *des économies avancées*, aux **États-Unis**, la croissance devrait restée stable à 2,1% en 2023 comme en 2022 et diminuerait à 1,5% en 2024, sous l'essoufflement de la consommation privée et la tendance haussière des taux de référence de la Réserve Fédérale.

Pour la **Zone euro**, la croissance devrait atteindre son niveau le plus bas de 0,7% en 2023, contre 3,3% enregistré en 2022 et remonterait à 1,2% en 2024, en raison du resserrement des politiques monétaires et de la hausse des prix énergétiques.

Dans les principales *économies émergentes et en développement*, **en Chine**, la croissance du PIB devrait accroître en glissement annuel à 5,0% en 2023, après 3,0% en 2022 et chuterait à 4,8% en 2024, en raison du rebond de la consommation, favorisé par la levée des mesures de restrictions sanitaires à fin 2022, et la quasi-stabilité du marché immobilier. **En Inde**, la croissance devrait passer de 7,2% en 2022 à 6,3% en 2023, et resterait stable à 6,3% en 2024, sous l'effet d'une consommation plus stable que prévue.

En *Afrique subsaharienne*, la croissance en **Afrique du Sud** devrait se réduire à 0,9% pour l'année 2023 contre 1,9% en 2022, et remonterait à 1,8% en 2024 en raison de pénurie d'électricité. **Au Nigeria**, la croissance diminuerait à 2,9% en 2023 contre 3,3% en 2022, et remonterait légèrement à 3,1% en 2024, liée aux difficultés de la production

CNEF réunion du 13 Novembre 2023

Rapport de conjoncture de la Guinée Equatoriale au 31 août 2023 et perspectives à court et moyen termes
www.cnef-ge.org

des hydrocarbures et les conséquences négatives d'une forte inflation pour la consommation.

Dans l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, la croissance serait de 5,2% en 2023 contre 5,6% enregistrée en 2022, et atteindrait 7,0% en 2024, due aux bonnes performances de la demande intérieure et une amélioration continue de certains secteurs tels que le transport, le tourisme, l'hôtellerie et le BTP.

Dans la **Zone CEMAC**, la croissance connaîtrait une légère diminution à 2,5% en 2023 contre 2,8% en 2022 ; et reviendrait à 3,0% en 2024, grevée principalement par une décroissance plus importante de l'activité pétrolière (-1,3% en 2023 contre -0,7% en 2022).

Au niveau du commerce international, le taux de variation des échanges commerciaux devrait reculer à 0,9% en 2023, contre une croissance de 5,1% en 2022 et remonterait à 3,5% en 2024. Ce ralentissement s'expliquerait principalement par l'affaiblissement de l'activité du secteur manufacturier, induit par le ralentissement de la croissance des économies avancées.

S'agissant de *l'inflation mondiale en moyenne annuelle* diminuerait à 6,9% en 2023 contre 8,7% en 2022 et continuerait sa tendance baissière à 5,8% en 2024 sous l'effet de la baisse des prix des produits de base, mais l'inflation sous-jacente devrait diminuer plus lentement. *Dans les économies avancées*, l'inflation en moyenne annuelle diminuerait à 4,6% en 2023 contre 7,3% en 2022 et continuerait sa tendance baissière de 3,0% en 2024 et quant *aux économies émergentes et en développement*, l'inflation annuelle diminuerait à 8,5% en 2023 contre 9,8% en 2022 et devrait diminuer à 7,8% en 2024. En *Afrique subsaharienne*, l'inflation se situerait à 15,8% en 2023 contre 14,5% en 2022, et diminuerait à 13,1% en 2024.

Au niveau des conditions monétaires et financières, plusieurs banques centrales des économies avancées et celles des économies émergentes et en développement ont adopté une orientation restrictive de leurs politiques monétaires, dans le but de contenir les pressions inflationnistes grandissantes.

Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international (2022-2024)

INDICATEURS [1] (en %, sauf indication contraire)	2022	2023	2024
Taux de croissance			
Economie mondiale	3,5	3,0	2,9
Economies avancées	2,6	1,5	1,4
Etats-Unis	2,1	2,1	1,5
Japon	1,0	2,0	1,0
Canada	3,4	1,3	1,6
Royaume-Uni	4,1	0,5	0,6
Zone Euro	3,3	0,7	1,2
Allemagne	1,8	-0,5	0,9
France	2,5	1,0	1,3
Italie	3,7	0,7	0,7
Espagne	5,8	2,5	1,7
Afrique Sub-saharienne	4,0	3,3	4,0
Nigéria	3,3	2,9	3,1
Afrique du Sud	1,9	0,9	1,8
CEMAC	2,8	2,5	3,0
UEMOA	5,6	5,2	7,0
Economies émergentes et en développement	4,1	4,0	4,0
Economies émergentes et en développement d'Asie	4,5	5,2	4,8
Chine	3,0	5,0	4,2
Inde	7,2	6,3	6,3
Economies émergentes et en développement d'Europe	0,8	2,4	2,2
Russie	-2,1	2,2	1,1
Taux de croissance du commerce mondial	5,1	0,9	3,5
Taux d'inflation	8,7	6,9	5,8
Economies avancées	7,3	4,6	3,0
Economies émergentes et en développement	9,8	8,5	7,8

Sur le plan régional, au deuxième trimestre 2023, l'Indice Composite des Activités Economiques (ICAE) de la CEMAC a augmenté de 4,5 % en glissement annuel, après 3,8% au premier trimestre 2023. En glissement trimestriel, l'ICAE devrait progresser de 6,8% contre 4,5% un trimestre plus tôt.

Les économies de la CEMAC devraient globalement enregistrer une amélioration de l'activité au deuxième trimestre 2023, tirée essentiellement par l'excédent de ressources, suite aux cours plus favorables que prévus du baril de pétrole sur les marchés mondiaux, induisant ainsi, une demande publique plus robuste, et par conséquent, une évolution plus favorable des activités des BTP sur financement propre et de la consommation, en lien avec les apurements d'arrières de la dette intérieure. Ainsi, les estimations en glissement annuel tablent sur une hausse moins importante de l'ICAE de la CEMAC à 4,2 % (contre 6,8 % un an plus tôt).

Dans le même temps, le niveau général des prix dans la CEMAC en glissement annuel à fin septembre reculerait à 5,0 % après 6,7 % un an plus tôt. En moyenne annuelle, le taux d'inflation reviendrait de 6,6 % en juin à 6,3 % en septembre 2023, contre 4,2 % en septembre 2022. Cette dynamique baissière serait observée pour la fonction alimentaire qui est en décélération depuis son pic de novembre 2022, corrélativement avec la composante importée de l'inflation.

Pour l'année 2023, les prévisions de la BEAC pour la CEMAC tablent sur : *i*) un taux de croissance du PIB réel qui reviendrait de 2,8 % en 2022 à 2,5 % en 2023, grevée principalement par un recul plus important de l'activité pétrolière (-1,3 % en 2023, contre -0,7 % en 2022, *ii*) des tensions inflationnistes persistantes à 5,7 % en 2023, après 5,6 % un an plus tôt, *iii*) un excédent du solde budgétaire, hors dons, en repli de 2,4 % du PIB en 2022 à 1,7 % du PIB en 2023, et une dégradation de celui du compte courant, dons officiels compris, qui reviendrait à 0,5 % du PIB en 2023 après 5,7 % en 2022. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire augmenterait de 9,3% contre 13,5% en 2022. En ce qui concerne les réserves en devises, elles augmenteraient de 14,6 % pour se situer à 7 850,8 milliards FCFA à fin 2023, correspondant à un taux de couverture extérieure de la monnaie qui s'établirait à 78,5% contre 73,1% en décembre 2022 et des réserves de change en mois d'importations de biens et services à 5,23 mois d'importations de biens et services en 2023, contre 4,94 mois en 2022.

Dans ce contexte, la situation macroéconomique des pays de la CEMAC à moyen terme est fortement tributaire aux conditions économiques mondiales exceptionnelles qui prévalent depuis le déclenchement du conflit entre l'Ukraine et la Russie. La croissance

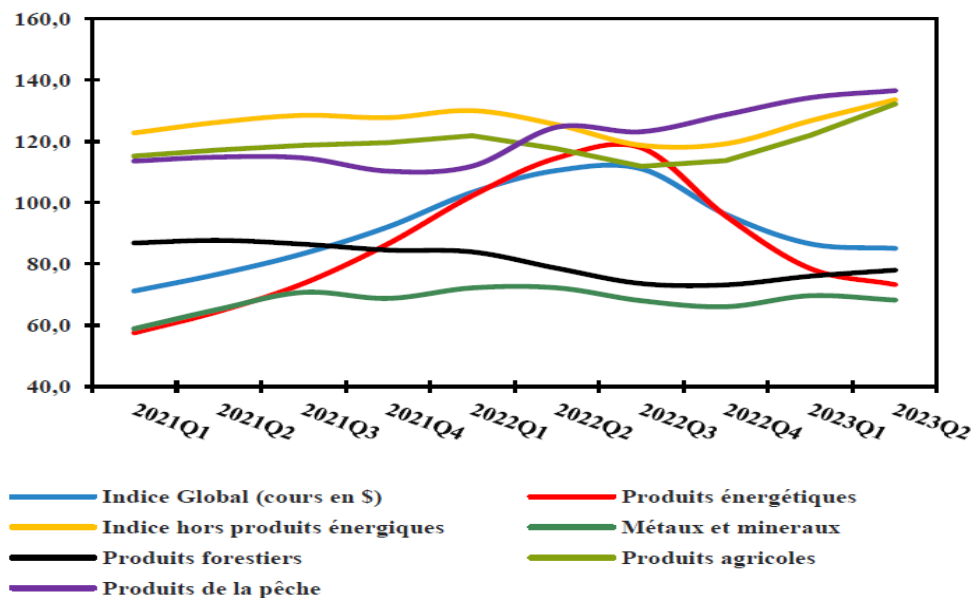
du PIB réel de la CEMAC devrait s'élever à 3,0% en 2024, 3,8% en 2025 et 2,6% en 2026, en raison du dynamisme du secteur non pétrolier.

B. MARCHÉ DES PRODUITS DE BASE

L'indice global des cours des produits de base (ICCPB) exportés par les pays de la CEMAC a régressé de 1,7 % au cours du deuxième trimestre 2023. En effet, la baisse des cours du gaz naturel de -29 % et du baril de pétrole de -3,1% à hâté la dégradation de l'indice global. Ces deux matières premières étant les produits phares d'exportation, la baisse de leur cours a précipité la chute de l'indice global.

Ainsi, les cours des produits énergétiques se sont repliés de 6,7 %, après -17,9 % au trimestre passé. A l'inverse, les cours des produits non énergétiques ont connu une hausse de 5,4 %, contre 6,3 % au premier trimestre 2023. Par catégorie, les produits agricoles ont enregistré la plus forte hausse (8,3 %), suivis des produits forestiers (2,6 %), et des produits de la pêche (1,7 %). Les cours des métaux et minéraux quant à eux ont fléchi de 2,0 %.

Graphique 1 : Indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC



En termes de contribution, la dynamique de l'indice global des cours des produits de base a été dominée par l'indice des prix des produits énergétiques (-4,1 %). Les produits non énergétiques ont contribué positivement à l'indice à hauteur de 2,4 %, du fait de la hausse des cours des produits agricoles (2,3 %) et des produits forestiers (0,2 %).

C. CONDITIONS MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES DES PRINCIPALES BANQUES CENTRALES

Au niveau des conditions monétaires et financières, plusieurs banques centrales des économies avancées et celles émergentes et en développement, ainsi qu'en Afrique subsaharienne ont adopté une orientation restrictive de leurs politiques monétaires, dans le but de contenir les pressions inflationnistes grandissantes.

En effet, la conjoncture internationale serait marquée par plusieurs facteurs. Parmi les facteurs défavorables, il peut être cité : i) une inflation persistante, ii) une hausse des taux sur les marchés financiers, iii) une reprise économique plus lente en Chine, iv) une intensification du conflit en Ukraine. Aux nombres des facteurs favorables, l'on peut relever : i) une baisse de l'inflation hors énergie et alimentation, ii) un assouplissement des marchés du travail, et iii) la vigueur de la demande intérieure.

En effet, Le Comité de Politique Monétaire de la *Fed (Federal Open Market Committee ou FOMC)*, lors de sa réunion des 25 et 26 juillet 2023, a décidé de relever une nouvelle fois, son taux directeur de 25 points de base. Ainsi, la fourchette cible de ses taux s'établit désormais à 5,25 % et - 5,50 %, pour tenir compte des risques pesant sur l'économie, sur fond d'une inflation toujours jugée élevée, tandis que les créations d'emplois restent robustes. De futures hausses de taux directeurs sont prévues, afin de ramener l'inflation à son objectif fixé de 2 %.

Le Conseil des gouverneurs de la *Banque Centrale Européenne (BCE)* a décidé, le 14 septembre 2023, d'augmenter ces trois taux d'intérêt directeurs de 25 points de base. Dès lors, les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt seront relevés à respectivement 4,50 %, 4,75 % et 4,00 % à compter du 20 septembre 2023. En effet, l'inflation continue de ralentir, mais devrait rester élevée pendant une trop longue période. Le Conseil des gouverneurs est déterminé à assurer le retour au plus tôt de l'inflation au niveau de son objectif de 2 % à moyen terme.

La Banque d'Angleterre (Bank of England ou BoE) a décidé durant lors de sa réunion de son Comité de politique monétaire d'augmenter son taux directeur de 25 points de base à 5,25 % face à des pressions inflationnistes persistantes. En effet, bien qu'il y ait des indicateurs montrant un marché du travail qui commence à se détendre, il devrait rester plus tendu à court terme. Le taux de chômage devrait désormais rester inférieur à 4 % jusqu'à la fin 2024. L'inflation est revenue de 8,7 % en mai à 7,9 % en juin, soit un

niveau inférieur aux attentes lors de la précédente réunion du Comité de juin 2023, mais elle reste bien supérieure à l'objectif de 2 %. Le Comité continuera de surveiller de près les signes de pressions inflationnistes persistantes ainsi que le resserrement des conditions du marché du travail et la croissance des salaires

En effet, le Comité de Politique Monétaire de la **Banque Centrale du Japon (BoJ)**, réuni le 26 et 27 juillet 2023 a décidé d'ajuster l'orientation ultra accommodante de sa politique monétaire. Elle a annoncé sa décision de rendre plus flexible son contrôle de la courbe des rendements obligataires à dix (10) ans. Sa fourchette est désormais fixée entre - 0,5 % et 0,5 %, alors qu'elle pouvait tolérer jusqu'ici, une hausse de 1 %. Par contre, le taux de dépôt à court terme a été maintenu à -0,1 %. En outre, la BoJ continuera de mener sa politique d'achat illimité des obligations du Gouvernement (JGB) à 10 ans, à l'effet de plafonner leurs rendements à 0,25 %.

En Chine, le 21 août 2023, la **People's Bank of China's (PBOC)** a abaissé de 10 points de base son taux préférentiel de prêt à un an (LPR) à 3,45 % contre 3,55 % auparavant. De même, le taux des facilités de prêt sur un an est fixé à 2,65 % contre 2,75 % précédemment. Par contre le taux préférentiel de prêt à cinq ans est resté inchangé à 4,20 %. La **PBOC** avait réduit ses taux en juin pour stimuler l'économie face à l'affaiblissement de la demande et la baisse des investissements.

Le Comité de Politique Monétaire de la **Banque Centrale du Nigéria**, réuni les 24 et 25 juillet 2023, a décidé : i) d'accroître son taux directeur de 25 points de base à 18,75 %, ii) de réduire le corridor asymétrique, de +100/-700 à + 100/- 300 points de base autour du *Monetary Policy Rate* ; iii) de maintenir son coefficient de réserves obligatoires (*cash reserve requirement ou CRR*) à 32,5 % ; et iv) de garder le ratio de liquidité à 30,0 %. En effet, l'inflation a connu une croissance modérée, d'un mois à l'autre.

En Afrique du Sud, la **South African Reserve Bank (SARB)**, a décidé le 20 juillet 2023 de laisser inchangé le taux de rachat à 8,25 %, dans un contexte inflationniste persistant avec un taux projeté à 6,5 % en 2023, qui demeure au-dessus de sa fourchette cible de 3 à 6 %. Cette politique monétaire restrictive intervient également dans un contexte de pression à la dépréciation du Rand, en raison de la baisse de la demande mondiale et d'une réduction plus importante que prévue des prix des matières premières, qui devraient détériorer la balance commerciale.

Dans l'UEMOA, la *Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)*, a décidé lors de la réunion de son Comité de Politique Monétaire du 07 septembre 2023, de maintenir inchangé le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,00 %, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,00 %. Cette décision intervient après les hausses des taux directeurs entamées depuis juin 2022, au regard de l'atténuation progressive des tensions inflationnistes dans un contexte de croissance économique soutenue dans l'Union.

Le *Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BEAC*, réunie en sa session ordinaire du 25 septembre 2023, a décidé de maintenir inchangé le taux d'Intérêt des Appels d'Offres à 5,00% ; le taux de la facilité de prêt marginal à 6,75% et le taux de la facilité de dépôt à 0,00%. De même, les coefficients des réserves obligatoires sont restés inchangés à 7,00% sur les exigibilités à vue et 4,5% sur les exigibilités à terme.

D. MARCHÉ DES CHANGES

Sur le marché des changes, au cours de ces derniers mois, l'euro s'est apprécié par rapport aux principales monnaies. Cette situation est à mettre en relation principalement avec l'amélioration de la confiance des investisseurs dans la Zone euro. Ainsi, d'après la Banque Centrale Européenne (BCE), le taux de change effectif nominal de l'euro, mesuré par rapport aux devises des 41 principaux partenaires commerciaux de la Zone euro, s'est apprécié de (1,6 %) en glissement annuel au deuxième trimestre 2023. Cette évolution est intervenue dans un contexte d'appréciation généralisée de l'euro vis-à-vis des grandes monnaies, dont le yen japonais (de 1,6 %), le renminbi chinois (de 2,1 %) et le dollar américain (2,2 %), ainsi que vis-à-vis des monnaies d'autres grandes économies émergentes, notamment la livre turque (de 16,0 %).

II. EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 AOUT 2023

Après le rebond observé en 2022, une année positivement impactée par la flambée des cours des hydrocarbures, principaux produits d'exportation du pays, la Guinée Equatoriale devrait enregistrer, à nouveau, une croissance négative en 2023. Cette hypothèse reposerait sur un scénario de référence retenu sur la base du prix mondial de baril de pétrole de 76,4 dollars pour l'année 2023. Ainsi, le taux de croissance du PIB, actualisé à fin août, serait de -4,3% en 2023 contre une croissance 2,9% enregistré en 2022.

En effet, les principales hypothèses retenues pour l'évaluation de l'activité économique nationale en 2023 seraient :

- **Au plan externe :** i) une baisse des cours du pétrole brut équato-guinéen (de 92,6 dollars \$/baril en 2022 à 72,6 dollar/baril en 2023), et du gaz (440,8 dollar \$/tonne en 2022 à 345,9 dollar/tonne en 2023), soit une notable baisse de 21,5% ; ii) une légère appréciation du FCFA par rapport au dollar américain de 2,4% (622,4 FCFA/\$ en 2022 à 607,5 FCFA/\$ en 2023), et iii) une dégradation des termes de l'échange de 22,5%. (de 114,8 en 2022 à 89,4 en 2023).
- **Au plan interne:** i) une baisse des exportations de Méthanol, Gas Naturel Liquéfié et Autres Gaz de 5,5% (5,1 millions de tonnes en 2023 contre 5,4 millions de tonnes en 2022); ii) une forte contraction de la production du pétrole brut de 22,5% (4,2 millions de tonnes en 2023 après 5,4 millions de tonnes en 2022); iii) une chute importante de la production de bois de 39,1% (84,6 milliers de m³ en 2023 contre 139,1 milliers de m³ en 2022); iv) une expansion des investissements publics à hauteur de 32% à fin juin 2023(290,1 milliards FCFA contre 219,4 milliards FCFA à fin juin 2022) ; ainsi que v) l'atténuation de pressions inflationnistes, avec un taux d'inflation en moyenne annuelle prévu à 2,2% pour l'année 2023, après à un 4,9% enregistré en 2022.

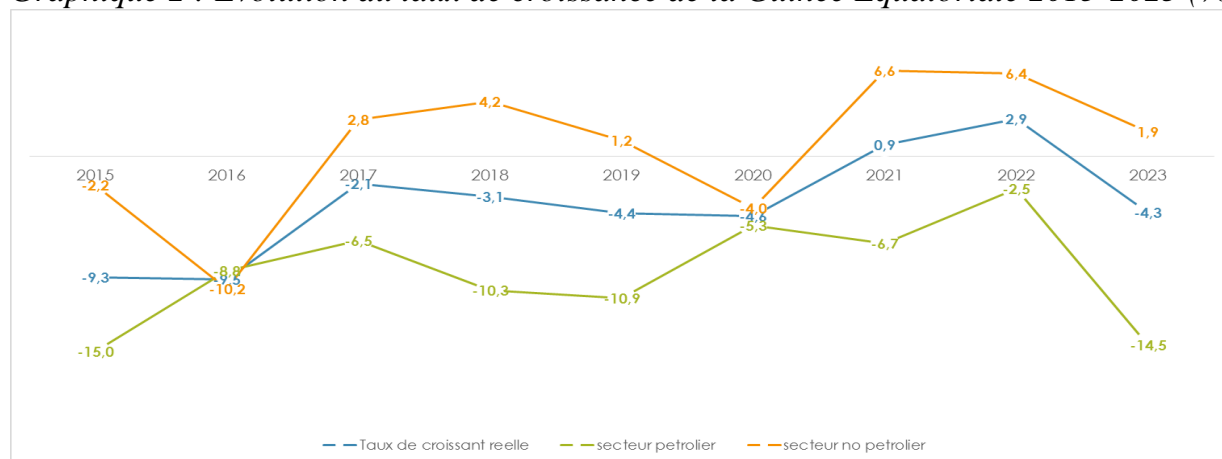
A. SECTEUR REEL ET PRIX

Le taux de croissance réelle du PIB de la Guinée Equatoriale devrait reculer de 4,3% en 2023, après une croissance positive de 2,9% observée l'année précédente. L'activité en 2023 serait marquée, notamment, par l'effondrement du secteur pétrolier, qui devrait se contracter de 14,5% après une évolution aussi négative de 2,5% en 2022. Pour le secteur non pétrolier, il est prévu une faible croissance de 1,9% en 2023 après 6,4% enregistré en 2022.

Cette conjoncture économique serait expliquée par les facteurs suivants :

- **Pour le secteur pétrolier:** *i)* un contexte international marqué par l'atténuation des cours mondiaux des hydrocarbures par rapport à l'année précédente, *ii)* l'inondation de septembre 2022, qui continue d'impacter les activités de l'opérateur MEGI, principal producteur de pétrole en Guinée Equatoriale, dont la production continue de se dégrader par rapport à l'année précédente; et ainsi que, *iii)* la contreperformance de l'activité gazière, du fait du déclin des réserves du champ Alen, qui soutient le projet *backfiling*.
- **Pour le secteur non pétrolier :** *i)* Le retard enregistrés dans la mise en œuvre des projets retenus pour la diversification de la structure productive du pays, notamment sur le secteur de la pêche, le tourisme, l'agriculture d'exportation, etc ; ainsi que, *iii)* les problèmes structurels de la filiale du bois, qui limitent le développement optimal de cette branche.

Graphique 2 : Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale 2015-2023 (%)



Sources : BEAC

1.0- Evolution de la contribution de la demande à la croissance globale

En 2023, la *demande intérieure brute* contribuerait positivement à la croissance de 2,8%, favorisée notamment par la consommation globale.

En effet, la *consommation globale* contribuerait positivement à l'économie de 5,2% en 2023, sous l'effet de la hausse de la consommation privée de 3,5% et publique de 1,7%, tirée de la hausse de dépenses courantes. Quant aux *investissements bruts*, il est prévu une contribution négative de 2,4% pour l'année 2023, expliquée notamment par la contraction des investissements privés pétroliers (-2,2%), ainsi qu'une révision à la baisse des dépenses en capital de l'Etat en variation annuelle (-0,3%).

Par ailleurs, la *demande extérieure nette* obérerait la croissance à hauteur de 7,1% en 2023, sous le double effet d'une hausse des importations, avec une baisse des exportations, du fait de la mauvaise performance du secteur pétrolier.

Tableau 1 : Contribution de la demande à la croissance réelle

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	-	Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	-9,3%	-9,5%	-2,1%	-3,0%	-4,4%	-4,6%	0,9%	2,9%	-4,3%
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	-29,4%	-7,1%	-1,5%	1,6%	-7,8%	-11,1%	13,1%	-0,9%	2,8%
Consommation	-22,8%	5,5%	-14,2%	0,7%	1,0%	-8,7%	12,7%	-1,6%	5,2%
Publique (Etat)	-2,0%	1,0%	0,1%	0,8%	0,7%	-2,6%	0,6%	0,1%	1,7%
Privée	-20,8%	4,4%	-14,3%	-0,1%	0,3%	-6,0%	12,1%	-1,7%	3,5%
Investissements bruts	-6,6%	-12,6%	12,7%	0,9%	-8,8%	-2,4%	0,4%	0,8%	-2,4%
Formation brute de capital fixe	-6,6%	-12,6%	12,7%	0,9%	-8,8%	-2,4%	0,4%	0,8%	-2,4%
Publics	-1,3%	-10,8%	-2,5%	0,8%	-3,2%	-1,2%	-0,1%	2,3%	-0,3%
Privée (Entreprises, ménages et autr	-5,3%	-1,8%	15,2%	0,1%	-5,5%	-1,2%	0,5%	-1,5%	-2,2%
dont Secteur pétrolier	-2,2%	-1,0%	8,3%	-0,8%	-5,4%	-0,1%	1,4%	1,5%	-2,2%
dont Secteur non pétrolier	-3,1%	-0,8%	6,9%	0,9%	-0,2%	-1,1%	-0,8%	-3,0%	0,0%
Variations des stocks	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
EXPORTATIONS NETTES	20,1%	-2,4%	-0,5%	-4,6%	3,4%	6,5%	-12,2%	3,7%	-7,1%
Exportations de biens et services non fact	-4,2%	-3,8%	2,0%	-10,2%	-2,9%	-4,5%	-17,3%	2,3%	-3,0%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pétrole brut	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Importations de biens et services non fact	24,4%	1,4%	-2,5%	5,6%	6,3%	11,1%	5,2%	1,4%	-4,0%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Secteur pétrolier	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Source : BEAC

1.1- Evolution de la contribution de l'offre à la croissance globale

Suivant l'optique offre, le secteur tertiaire soutiendrait la croissance réelle en 2023 à hauteur de 1,0% favorisé notamment par les branches *commerce, restauration et hôtels ; transports et télécommunications*, ainsi que les *administrations publiques*.

Par contre, les secteurs primaire et secondaire contribueraient négativement à la croissance en 2023. En effet, le secteur primaire obérerait fortement de 4,6% impacté notamment par la contreperformance de la production pétrolière.

Quant au secteur secondaire, après deux années consécutives de contributions positives, pour l'année 2023 il est projeté un apport négatif à la croissance de 0,8%. Ce renversement de la tendance de la contribution du secteur secondaire à la croissance est attribué, notamment, au faible rendement du projet *backfiling*, qui commence à montrer des signes d'épuisement après avoir déjà atteint son niveau de production potentiel

Tableau 2 : Contributions des secteurs à la croissance réelle

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	-	Prév.
Secteur primaire	-2,6%	-6,4%	-4,8%	-2,9%	-2,9%	-0,2%	-4,5%	-1,4%	-4,6%

Agriculture	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
Cultures d'exportations	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Secteur de subsistance	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Elevage et chasse	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Sylviculture et exploitation forestière	0,1%	0,1%	-0,1%	-0,2%	-0,2%	-0,1%	0,0%	0,3%	-0,2%
Pêche	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%
Pétrole	-2,4%	-5,7%	-4,9%	-2,7%	-2,6%	0,0%	-4,7%	-1,9%	-4,5%
Gaz naturel	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres industries extractives	-0,2%	-0,8%	0,1%	0,0%	-0,1%	-0,1%	-0,1%	0,1%	0,0%
Secteur secondaire	-7,1%	-4,4%	2,3%	-2,2%	-3,1%	-2,9%	1,6%	2,9%	-0,8%

Méthanol et Autres Gaz	-5,8%	1,1%	1,4%	-2,4%	-2,4%	-2,2%	1,8%	0,9%	-1,0%
Industries manufacturières	0,4%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%
Energie, gaz et eau	0,0%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%
Construction	-1,7%	-5,7%	0,8%	0,1%	-0,8%	-0,9%	-0,3%	1,9%	-0,1%
Secteur tertiaire	0,0%	1,4%	0,3%	2,0%	1,4%	-1,5%	3,6%	1,2%	1,0%

Commerce, restaurant et hôtel	1,6%	0,9%	0,0%	0,1%	0,9%	-1,4%	0,7%	0,0%	1,1%
Transports et télécommunications	0,8%	0,6%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,7%	0,2%	0,3%
Services financiers et immobiliers	0,1%	0,1%	0,0%	0,2%	0,0%	-0,1%	0,7%	0,2%	0,2%
Services pétroliers	-3,8%	-0,4%	0,2%	0,5%	-0,5%	-0,1%	0,6%	0,5%	-1,4%
Administrations publiques	0,7%	0,4%	0,3%	0,7%	0,8%	0,2%	0,9%	0,3%	0,7%
Autres services	0,6%	-0,1%	-0,2%	0,3%	0,1%	-0,2%	0,0%	-0,1%	0,1%
PIB au coût des facteurs	-9,7%	-9,4%	-2,2%	-3,1%	-4,5%	-4,6%	0,7%	2,6%	-4,3%
Taxes nettes sur les produits	0,4%	-0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,2%	0,2%	0,0%
PIB à prix constants	-9,3%	-9,5%	-2,1%	-3,0%	-4,4%	-4,6%	0,9%	2,9%	-4,3%
Pour mémoire									

. Secteur pétrolier	-8,3%	-4,6%	-3,4%	-5,2%	-5,1%	-2,3%	-2,9%	-1,0%	-5,4%
. Secteur non pétrolier	-1,0%	-4,9%	1,3%	2,1%	0,6%	-2,3%	3,8%	3,9%	1,2%

A. 1 Secteur primaire

- **Agriculture d'exportation : Production marginale du cacao**

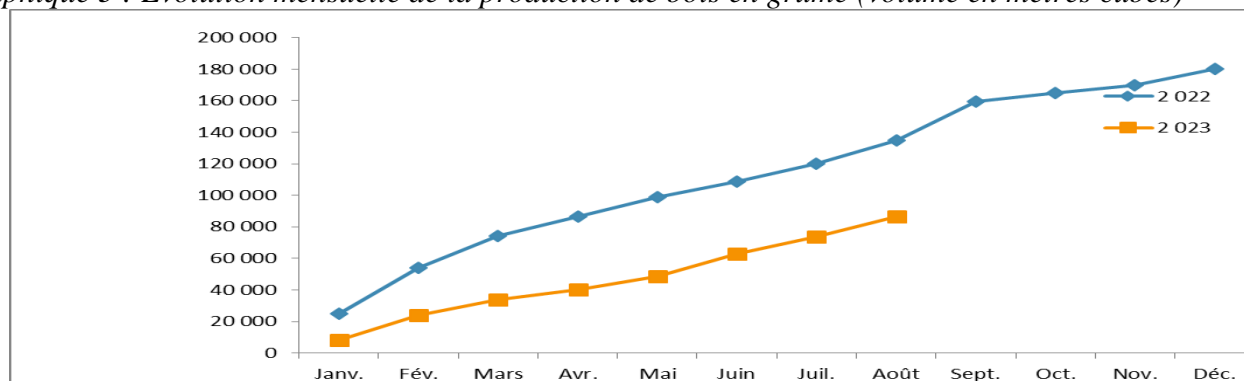
L'agriculture d'exportation de la Guinée Equatoriale se limite à des quantités marginales de cacao, en constante diminution depuis les années 1990's en corrélation avec le début de l'exploitation des hydrocarbures. Ainsi, la diversification de l'économie équato-guinéenne reste un défi à éteint. En effet, la filière cacao est confrontée à un contexte marqué par : (i) le vieillissement des cacaoyers, (ii) l'absence d'un plan ambitieux pour relancer le secteur, et (iii) une faible attractivité pour la main-d'œuvre. Tous ces facteurs constituent des obstacles importants pour le développement soutenable et la diversification de l'économie.

Ainsi, le démarrage de la campagne 2023/2024, prévu initialement pour la période de juillet à août de l'année en cours, enregistre des retards importants, du fait du manque des intrants (sulfate et chaux vive) pour la filière. Dans ce sens, les perspectives s'annoncent pessimistes pour cette campagne, dont le volume d'exportations prévue sera en dessous de 500 tonnes.

- **La sylviculture : chute de la production du bois**

Selon les données du Ministère des Forêts et de l'Environnement, au 30 septembre 2023 il a été observé une chute de la production de bois en grume de 36% en variation annuelle, se situant à 86 437 m³ après 134 770 m³ un an auparavant. La baisse de la production au cours de la période d'analyse est résultante de la décision à fin 2022 prise par les hautes autorités administratives du secteur, de limiter les volumes les exportations de bois en grume, entravant des problèmes de stockage dans la zone portuaire de Bata. Cette tendance baissière s'est maintenue tout au long du deuxième trimestre 2023.

Graphique 3 : Évolution mensuelle de la production de bois en grume (volume en mètres cubes)



Sources : Ministère en charge des Forêts et Beac

En termes de perspectives, d'après les échanges avec les autorités administratives du secteur de la partie continentale du pays, il en ressort que l'évolution du secteur à moyen et long terme demeure inquiétante, du fait de :

i) Une réduction progressive de l'extension territoriale forestière, due en partie à l'absence d'un programme national de reforestation.

ii) L'absence d'un plan national de transformation sur place, dans le but d'améliorer la chaîne de valeur de la branche, en ligne avec les instances de la CEMAC, d'interdisant les exportations de bois en grume. Cette mesure qui aurait dû entrer en vigueur en janvier 2023, a été reprogrammée à une date ultérieure.

A titre de politique économique pour garantir la soutenabilité de l'industrie forestière de la Guinée Equatoriale, la révision du cadre réglementaire et la conception d'un programme national de reforestation, sont les principaux axes sur lesquels doit s'articuler la stratégie du Gouvernement, pour le développement durable de la filière.

- ***La pêche : contribution insignifiante de la pêche industrielle***

La contribution à la croissance de la pêche reste faible par rapport à son potentiel, bien que faisant partie des secteurs stratégiques du Programme de Diversification Economique du Gouvernement (PNDES 2035). Cependant, le développement de cette activité comme porteur de la croissance économique pour le pays exige la mise en œuvre des réformes institutionnelles et opérationnelles, afin de lui doter d'un environnement réglementaire plus attractif pour les investissements. En termes de données statistiques correspondant à la période d'analyse, aucune capture n'a été déclarée par le Ministère en charge de la pêche, en raison de la décision adoptée par les autorités politiques du pays d'annuler temporairement l'activité de la pêche dans les eaux juridictionnelles du pays en raison des problèmes sécuritaires maritimes dans le Golfe de Guinée.

En termes de perspectives, l'évolution du secteur restera conditionnée à la finalisation des grands projets d'investissements engagés par le pays pour accroître la valeur ajoutée du secteur de la pêche. Ces projets concernent entre autres la transformation de thon à Annobon, cofinancée par l'Etat et la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et le Projet d'Appui au développement des chaînes de valeurs du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture (PASPA), financé par la Banque Africain de Développement (BAD).

- ***Le secteur pétrolier : chute des prix et de la production***

L'évolution du secteur pétrolier de la Guinée Equatoriale au première semestre de l'année 2023 a été marqué par : *i*) une amélioration des cours des marchés internationaux par rapport au trimestre précédente ; et *ii*) une forte chute de la production de pétrole brut, suite à l'incidente de la plateforme Zafiro en septembre 2022, qui continue d'impacter les activités de l'opérateur MEGI, dont la production continue de se dégrader progressivement.

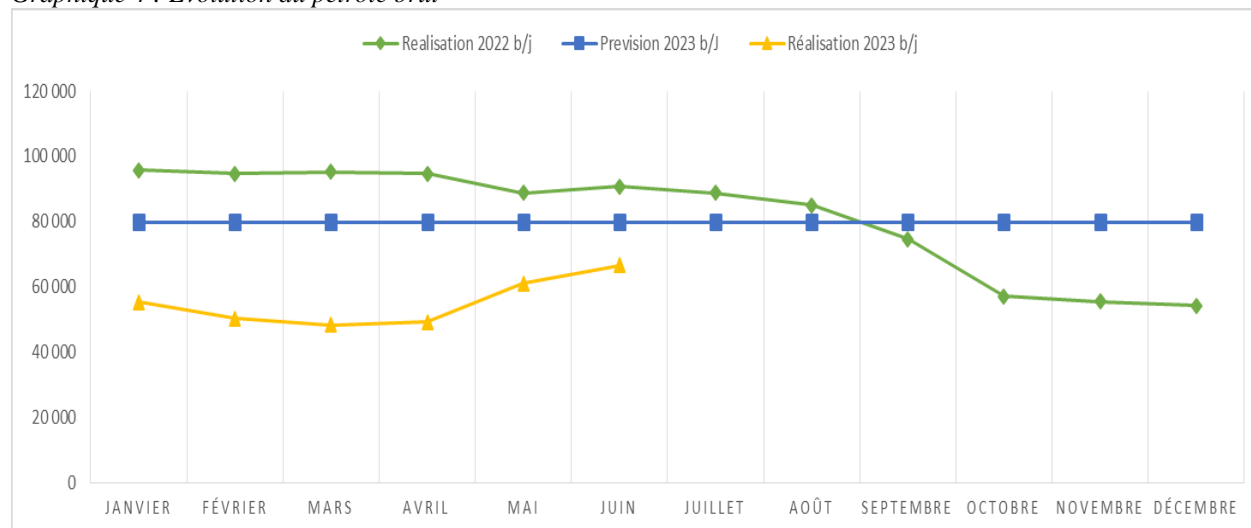
En effet, sur la base des données du Ministère de Mines et des Hydrocarbures, la production pétrolière (pétrole brut et condensat) au 30 juin 2023 s'est située à 14,1 millions de barils (77 888 barils/j), contre 21,7 millions de barils (120 232 barils/j) à la même période de l'année précédente, soit une dégradation de 35,2%. Ainsi, l'écart de production à fin juin 2023 s'est situé à -23 574 barils/j, soit 23,2% en rapport avec la prévision initiale.

L'évolution de la production pétrolière se présente de la manière suivante :

✓ ***Pétrole brut***

Au cours de la période analysée, la production cumulée de pétrole brut s'est située à 10,1 millions de barils (55 122 barils/jour) contre 16,8 millions de barils (93 307,92 barils/jour) contre à la même date en 2022, soit un effondrement de 40,9%.

Graphique 4 : Évolution du pétrole brut

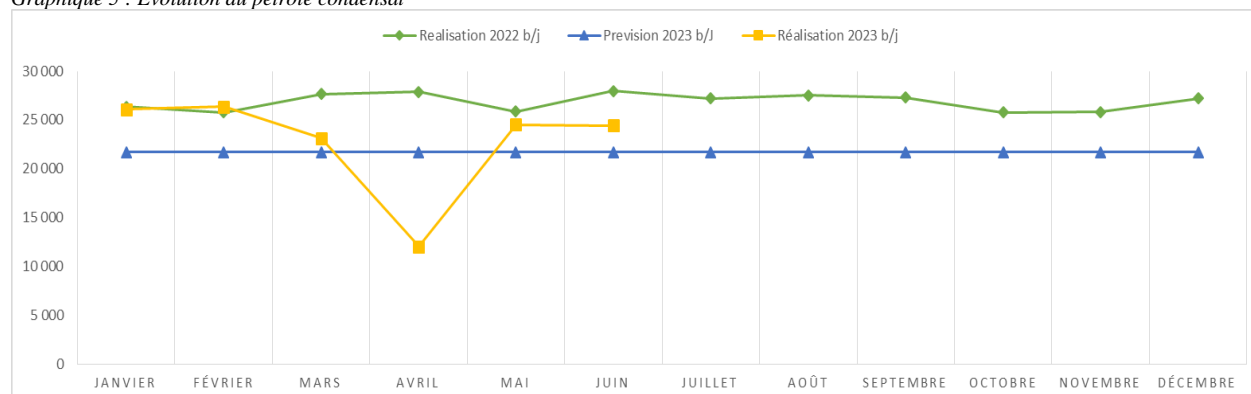


Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

✓ *Pétrole condensat*

La production cumulée de condensat au 30 juin 2023 s'est située 4,1 millions de barils (22 766 barils/jour), contre 4,9 millions de barils (26 925 barils/jour) un an plus tôt, soit une baisse de 15,4%.

Graphique 5 : Évolution du pétrole condensat



Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

• *Activité minier*

Selon le Ministère des Mines et des Hydrocarbures l'activité minier reste encourageant et il est prévu la réalisation des projets suivants : *i*) la création d'une entreprise nationale des mines et d'une entreprise nationale d'exploitation des arides, *ii*) l'organisation d'une nouvelle ronde de licitation prévue pour l'année 2023, *iii*) la création d'un service géologique national et, *iv*) la mise en service d'une école et d'un laboratoire des mines.

Par ailleurs, deux sociétés opèrent actuellement dans le secteur minier national. Il s'agit de la société Shefa Gold, déjà en phase de production test de l'or alluviale et de la société Blue Magnolia, toujours en phase de prospection et exploration minière. L'entreprise Shefa Gold a déjà investie environ 5,5 millions dollars (4,8 millions de euros), et l'entreprise Blue Magnolia quant à elle 1,9 millions de dollars depuis 2021.

A.2 *Secteur secondaire*

✓ *Branche Gaz Naturel Liquéfié (GNL), Méthanol et Autres Gaz*

La dynamique de l'activité gazière de la Guinée Equatoriale au cours des trois dernières années a été soutenue par le projet Backfiling, dans le but d'optimiser les ressources gazières. Cependant, depuis la mise en production du projet en 2021, les

réalisations annuelles de gaz, notamment le GNL se sont maintenues toujours en dessous des prévisions initialement faits.

Ainsi, sur la base des données du Ministère de Mines et des Hydrocarbures, les réalisations enregistrées au 30 juin 2023 reflète un déclin de la production du gaz (GNL, Propane, Butane et LPG Mixte) et Méthanol, se situant à 26,5 millions de Baril Equivalents Pétrole (BEP), contre 31,8 millions de BEP un an auparavant, soit une contraction de 16,6%. Par ailleurs, les travaux programmés de maintenance des installations durant le mois d’avril ont également impacté la production gazière.

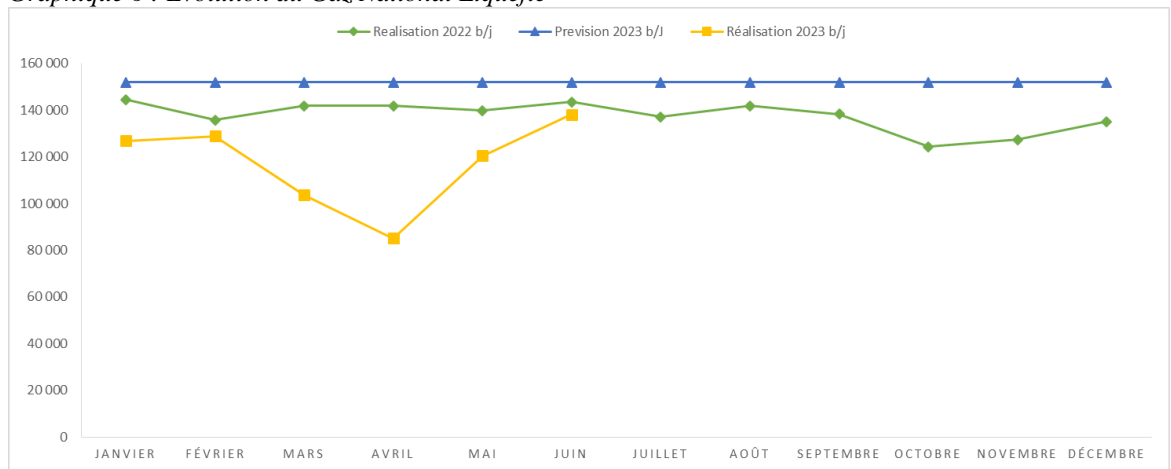
En termes d’analyse de structure du marché d’exportations du gaz, le Gaz Naturel Liquéfié (GNL) représente 74,9% des, suivi du méthanol (16,9%), le propane (5,5%) et le butane (2,7%).

L’évolution de l’activité, par type de produit, se présente comme suit :

○ **Gaz Naturel Liquéfié (GNL)**

La production de GNL s’est située à 21,1 millions de BEP, contre 25,5 millions de BEP un an plus tôt, soit une baisse de 17,2%.

Graphique 6 : Évolution du Gaz National Liquéfié



Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

○ **Méthanol**

De même, la production totale de Méthanol s’est établie à 447,1 milliers de tonnes face à 452,9 milliers de tonnes enregistrés à la même période un an auparavant, soit une légère baisse de 1,1%.

○ *Autres Gaz*

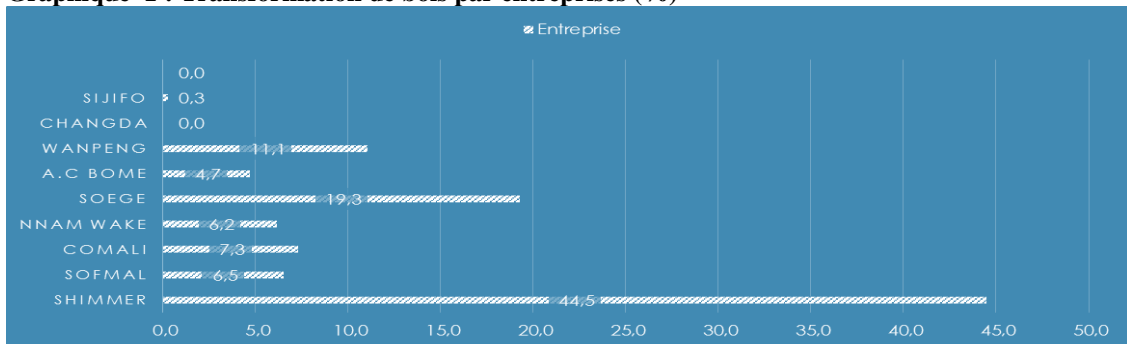
La production des autres Gaz, dont que le Propane, Butane et *LPG¹ mixte* au 30 juin 2023 a subi la même tendance s'établissant en 1,7 millions de BEP contre 2,6 millions de BEP produits un an auparavant, soit une contraction de 31,9%, en liaison avec la contreperformance du projet backfiling.

✓ *Industries forestières et manufacturières*

Sur la base des données du Ministère en Charge des Forêts et de l'Environnement au 30 septembre 2023, la transformation de bois se située en 30,1 milliers de m3, contre 21,1 milliers de m3 à la même période en 2022, soit une hausse de 42,1%.

Il est pertinent de signaler que l'amélioration du volume de transformation n'implique pas nécessairement une bonne performance de l'industrie forestière du pays, mais plutôt le résultat d'une composante transitoire liée à la conjoncture du secteur. En effet, les difficultés liées à l'exportation de bois en grume durant l'année en cours a généré des problèmes de stockage de bois au niveau de la zone portuaire de Bata, ce qui a encouragé les opérateurs à canaliser leur production vers les unités de transformation.

Graphique 1 : Transformation de bois par entreprises (%)



En ce qui concerne les *autres industries manufacturières*, l'activité de brasseries a enregistré un embellie, favorisée entre autres facteurs, par l'amélioration de la capacité de production locale, l'atténuation dans les marchés internationaux, des coûts des matières premières essentielles pour l'industrie maïs, le malt et le sucre. De même, la

¹ Gas de pétrole liquéfié

normalisation de l'activité de la société ENBASA, dont le niveau de production s'est effondré en 2022, suite aux problèmes connus par une entreprise de son Groupe.

Ainsi, la production locale des industries brassicoles au 30 septembre 2023 s'est située à 648,7 milliers d'hectolitres, après avoir été de 428,4 milliers un auparavant, soit une augmentation de 220, 3 milliers d'hectolitres (51,4% par rapport à l'année précédente.

✓ *Energie, gaz et eaux.*

La hausse des investissements publics pour générer de l'énergie électrique a favorisée la production ces dernières années. Ainsi, d'après la Direction Générale de l'Energie et des Industries, la capacité de production d'environ 112 millions de kW/h, bien supérieure à la demande énergétique nationale, générés par des centrales hydroélectriques et thermiques. Pour l'année 2023, une nouvelle turbine a été installée à la central *Turbogas de la partie insulaire*, augmentant ainsi, la capacité installée de 42 Mégawat (MW) supplémentaires. Il est également envisagé pour l'année en cours la mise en production de la centrale de Sendje, la plus grande centrale du pays, dotée d'une capacité supplémentaire de production de 200 MW.

Par ailleurs, après plusieurs années de négociations au sein du Pôle Energétique de l'Afrique Centrale (PEAC), le pays a signé en mois de juillet 2023 un contrat d'exportation de l'excédent d'énergie électrique au Gabon, dans le cadre du projet d'interconnexion avec les zones rurales des pays limitrophes avec la Guinée Equatoriale. Ce contrat avec le Gabon vise à l'électrification de villes frontalières de Bitam, Oyem et Médouneu au Gabon à partir de Mongomo, Acurenam et Ebibeyin en Guinée Equatoriale.

A.3 Secteur tertiaire

✓ *Commerce, restauration et hôtels.*

Au 30 septembre 2022, le chiffre d'affaire globale des sociétés commerciales, y compris les sociétés de commerce en général et en détail, ainsi que les sociétés de vente d'équipements et matériel de construction, a enregistré une légère hausse de 0,6% se situant à 186,6 milliards de FCFA, contre 185,6 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente.

Pour les activités hôtelières, le taux d'occupation moyen des principaux hôtels du pays s'est situé à 40,4% au cours de la période analysée, contre 34,5% un an auparavant. En termes de perspectives à moyen terme, les attentes du secteur touristique du pays

reposent sur l'impact du projet de visa en ligne, et sa corrélation avec les services directement liés, tel que le transport aérien, l'hôtellerie, le commerce, etc.

✓ ***Transports et télécommunication.***

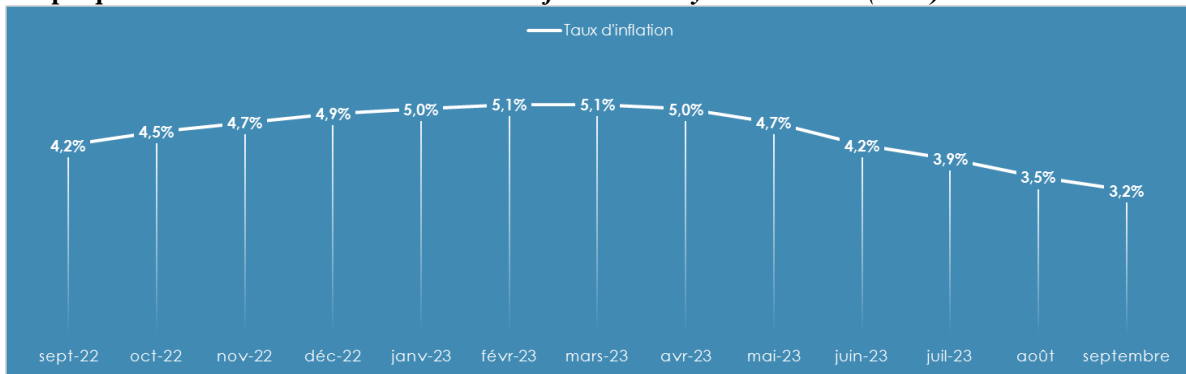
En ce qui concerne les activités des télécommunications, le secteur a poursuivi un dynamisme ces dernières années, suite à l'adoption de l'Arrêté Ministériel n°01/2019 du 05 mars portant réduction progressive du prix d'un giga de données mobiles. Ainsi, depuis le 1er septembre 2022, l'arrêté ministériel num.3/2022 des télécommunications a revu à la baisse les prix des données internet, ainsi que les tarifs de gros de la fibre et des fréquences. De même, le gouvernement a adopté des mesures pour encourager les investissements dans le secteur, à travers une réduction significative des droits de douane sur les équipements importés, sont également été réduits.

En termes de perspectives, l'organisme de régulation de l'activité des télécommunications (ORTEL) prévoit une croissance significative du nombre d'internautes du fait de la baisse des coûts d'accès. De même, des travaux sont menés sur la réduction ou la suppression complète du coût de l'interconnexion interne. Au niveau communautaire, des travaux sont en cours sur un macro-projet d'unification des réseaux entre les pays de la CEMAC (roaming-zero), qui se traduira par la suppression du coût de réception des appels hors du pays.

B. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES PRIX

Sur le front des prix, les données publiées par l'Institut National des Statistiques de la Guinée Equatoriale (INEGE) a affiché un taux d'inflation moyen annuel de 3,2% à fin septembre 2023, contre 4,2% enregistré à fin septembre 2022. Cette évolution à la hausse de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC), est expliquée par la contribution positive de groupe des produits suivants : alimentaires et boissons non alcooliques ; transport ; et boisson alcooliques et tabac. Pour le mois de juillet et août de l'année en cours, le taux moyen d'inflation s'est situé à 3,9% et 3,5% respectivement.

Graphique 2 : Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle (en %)



Source : INEGE

C. Analyse de l'emploi : statistiques inconsistantes

Le secteur privé national présente des signes de faiblesse depuis plusieurs années, en corrélation avec la conjoncture économique du pays, marquée par une forte contraction des investissements publics, consécutif à la baisse constante des revenus tirés de l'exploitation des hydrocarbures. Par ailleurs, aucune statistique n'a été reçue à cette date. Cependant, les données disponibles sur le secteur de l'emploi ne permettent pas d'apprécier clairement l'évolution réelle de l'emploi dans le pays, compte tenu de déficientes statistiques, ainsi que du caractère informel de l'activité d'une grande partie des entreprises du pays.

Quant au secteur public, selon les données du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, l'effectif au service de la fonction publique a enregistré une hausse importante ces dernières années. Ainsi, après un total de 15 513 fonctionnaires civiles recensés en 2020, il a été constaté une hausse de 32%, se situant à 20 531 recensés à fin décembre 2022.

D. FINANCES PUBLIQUES

La Loi de Finances de l'Etat pour l'année 2023 a été adoptée sur la base des conclusions de la Troisième Conférence Economique Nationale (III CEN) et le Programme Financier avec le FMI. Son exécution a été encadrée dans un contexte marqué par : i) Une dégradation des perspectives économiques post pandémie à échelle mondiale, du fait du conflit entre l'Ukraine et la Russie, ii) un choc de l'offre mondiale de denrées alimentaires et de l'énergie ; et iii) un rebond progressif des cours mondiaux de matières premières.

Tableau 3 : Evolution des Finances Publiques de la Guinée Equatoriale à fin juin 2023 (en milliards de F CFA)

FINANCES PUBLIQUES	juin-22	déc-22	mars-23	juin-23	var (juin 2023/2022)	
					%	nominale
RECETTES TOTALES	1 148,9	2 259,9	370,1	764,6	-33,5%	-384,3
RECETTES PETROLIERES	1 040,1	2 045,6	313,0	655,1	-37,0%	-385,0
RECETTES NON PETROLIERES	108,8	214,3	57,1	109,5	0,6%	0,7
DEPENSES TOTALES	636,9	1 262,4	325,0	677,9	6,4%	41,0
DEPENSES EN CAPITAL	219,4	395,3	134,5	290,0	32,2%	70,6
DEPENSES COURANTES	417,4	867,1	190,5	387,9	-7,1%	-29,6
SOLDE BUDGETAIRE	512,1	997,5	45,1	86,7	-83,1%	-425,4

Sources : Direction Générale du Budget

Sur la base des données fournies par la Direction Générale du Budget à fin juin 2023, les *recettes budgétaires* se sont décriues de 33,5% (384,3 milliards de FCFA), se situant à 764,6 milliards de FCFA contre 1 148,9 milliards de FCFA à fin juin 2022. Cette évolution décroissante s'explique par la baisse de la production pétrolière et du cours des hydrocarbures.

En termes de la structure des recettes budgétaires, les recettes pétrolières représentent à fin juin 2023, 85,7% contre 90,5 % à fin juin 2022 tandis que les recettes non pétrolières représentent à fin juin 2023 14,3%) contre 9,5% à fin juin 2022.

De manière détaillée, les *recettes pétrolières* baissent de 37,0% (385,0 milliards de FCFA) s'établissant à 655,1 milliards de FCFA à fin juin 2023 contre 1 040,1 milliards de FCFA douze mois auparavant. Cette évolution s'explique par la baisse des impôts sur les revenus, les bénéfiques et sur les plus-values de l'activité pétrolière. Par contre, les *recettes non pétrolières* enregistrent une légère augmentation de 0,6% (0,7 milliards de FCFA), atteignant 109,5 milliards de FCFA à fin juin 2023 contre 108,8 milliards de FCFA au 30 juin 2022. Cette timide hausse des recettes non pétrolières s'explique principalement par amélioration du recouvrement des impôts liés aux activités commerciales, notamment la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et les impôts spéciaux sur les produits raffinés.

En ce qui concerne les *dépenses budgétaires dans le détail*, les données disponibles reflètent une hausse de 6,40% (41 milliards de FCFA) des dépenses publiques, passant ainsi de 636,9 milliards de FCFA à fin juin 2022 pour se situer à 677,9 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution est attribuable à un niveau des dépenses en capital de l'Etat plus important qu'à la même période un an auparavant. Ainsi, les *dépenses en capital* ont affiché une hausse de 32,2% (70,6 milliards de FCFA), s'établissant à 290,0 milliards de FCFA à fin juin 2023 contre 219,4 milliards des FCFA un an plus tôt. Par contre, les *dépenses courantes* ont diminué de 7,1% (29,6 milliards de FCFA), se situant à 387,9 milliards de FCFA à fin juin 2023 après avoir été de 417,4

CNEF réunion du 13 Novembre 2023

Rapport de conjoncture de la Guinée Equatoriale au 31 août 2023 et perspectives à court et moyen termes
www.cnef-ge.org

milliards de FCFA un an auparavant. Cette baisse des dépenses courantes d'explique principalement par la diminution des dépenses liées aux subventions et transferts, ainsi qu'aux dépenses de biens et services courantes.

Par conséquent, l'exécution budgétaire s'est soldée par une baisse de l'excédent budgétaire de 83,1% (425,4 milliards de FCFA), s'établissant à 86,7 milliards de FCFA à fin juin 2023, contre un solde également excédentaire de 512,1 milliards de FCFA un an auparavant.

E. SURVEILLANCE MULTILATERALE

Selon les données disponibles et les estimations réalisées par les services de la BEAC, l'évaluation de l'économie de la Guinée Equatoriale laisse entrevoir que le *pays respecterait deux critères de convergence* au terme du deuxième trimestre 2023, comme au deuxième trimestre 2022.

Ainsi, la situation de la Guinée Equatoriale, au regard de ces critères, se présenterait comme suit :

1. Taux d'inflation

Selon les informations communiquées par l'Institut National de la Statistique, le taux d'inflation s'est établi à 4,2 % en moyenne annuelle à fin juin 2023. *Ce taux étant supérieur à la norme communautaire de 3 %, le critère portant sur l'inflation n'est pas respecté.*

2. Solde budgétaire de référence

Selon le tableau de bord provisoire des finances publiques à fin juin 2023, et les estimations des services de la BEAC, le solde budgétaire de référence s'établirait autour de 2,5 % du PIB réel prévisionnel pour l'année 2023. Cette situation s'expliquerait par un solde budgétaire, base engagements dons compris, qui ressortirait excédentaire pour la période. *Au regard de la norme communautaire qui fixe le plancher à - 1,5 % du PIB, ce critère serait respecté.*

3. Taux d'endettement public

Selon les données provisoires à fin juin 2023 communiquées par la Caisse Autonome d'Amortissement, le stock de la dette publique et à garantie publique s'établit à

2 676 milliards FCFA, représentant 36 % du PIB réel prévisionnel de l'année 2023. *Ce niveau étant en dessous du seuil communautaire fixé à 70 % du PIB, ce critère est respecté.*

4. Non accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs et apurement du stock existant selon un plan d'apurement validé

L'évaluation de ce critère n'a porté que sur l'apurement du stock d'arriérés intérieurs et extérieurs sur la gestion courante, les services de la Banque n'ayant pas reçu d'information sur le plan d'apurement des arriérés existants. Ainsi, au regard des données reçues de la Caisse Autonome D'Amortissement de la Dette Publique à fin juin 2023, le stock de la dette publique aurait diminué de 7% en glissement trimestriel entre le 1^{er} trimestre et le deuxième trimestre de l'année en cours, l'Etat n'a pas accumulé d'arriérés de paiement sur la période sous revue. *En conséquence, le critère relatif à la non accumulation d'arriérés sur la gestion de la période courante est respecté, tandis que l'aspect concernant l'apurement du stock existant selon un plan d'apurement valide n'a pas été respecté. Ce critère n'a pas été respecté.*

F. SECTEUR EXTERIEUR

S'agissant des comptes extérieurs, les dernières statistiques publiées et validés par le Comité National de la Balance de Paiement du pays concernent l'exercice de l'année 2020, cependant, les données préliminaires concernant les périodes 2021-2022 seront validées très prochainement.

En effet, sur la base des estimations de la Programmation Monétaire, le solde du compte courant dons officiel inclus ressortirait excédentaire en 2023, représentant 3,2% du PIB, contre un solde excédentaire en 2022 représentant 2,1% du PIB. Cette évolution favorable du solde des transactions courantes serait expliquée principalement par la forte diminution des paiements des revenus d'investissement.

S'agissant du solde du compte de capital, il resterait nul en glissement annuel. Par contre le solde créditeur du compte financier, deviendrait débiteur, suite à la forte diminution des investissements directs étrangers dans le secteur pétrolier.

En conséquence, le solde global de la balance de paiement serait déficitaire de 4,0 milliards de FCFA contre un solde excédentaire de 869,3 milliards de FCFA enregistré en 2022.

CNEF réunion du 13 Novembre 2023

G. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

L'évolution des principaux agrégats monétaires de la Guinée Equatoriale en glissement annuel à fin août 2023 a été marquée par : *i)* une augmentation de la position extérieure globale, *ii)* une diminution des créances nettes sur l'Etat, *iii)* une hausse du financement de l'économie et *iv)* une augmentation de la masse monétaire.

Tableau 4 : Situation résumée des agrégats monétaires (En millions de FCFA)

	déc-20	déc-21	2022			2023			VARIATIONS	
			juin	août	décembre	juin	juillet	août	août/juil 23	août 23/22
AVOIRS EXTERIEURS NETS	- 245 921	- 151 413	475 902	574 640	768 242	813 355	1 029 354	1 006 519	-2,22%	75,16%
CREDIT INTERIEUR	1 653 660	1 515 745	1 076 791	916 609	813 760	668 467	520 885	553 990	6,36%	-39,56%
Créances nettes sur l'Etat	711 131	601 772	196 103	51 533	- 81 487	- 240 765	- 401 165	- 374 905	6,55%	-827,50%
Dont : PNG	769 934	651 140	257 409	113 857	- 15 891	- 166 378	- 329 632	- 301 800	8,44%	-365,07%
Crédit à l'Economie	942 529	913 973	880 688	865 076	895 247	909 232	922 050	928 895	0,74%	7,38%
TOTAL RESSOURCES=CONTREPARTIES	1 407 739	1 364 332	1 552 693	1 491 249	1 582 002	1 481 822	1 550 239	1 560 509	0,66%	4,64%
MASSE MONETAIRE	996 013	999 573	1 198 389	1 155 227	1 206 574	1 256 148	1 331 805	1 402 536	5,31%	21,41%
AUTRES RESSOURCES : fonds propres et autres postes nets	411 726	364 759	354 304	336 022	1 478 043	225 674	218 434	157 973	-27,68%	-52,99%

Source : BEAC

1. Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large (M2)

1.1. Avoirs extérieurs nets

Dans l'ensemble, les avoirs extérieurs nets du système monétaire ont augmenté exponentiellement de 75,16% (431,88 milliards de FCFA), passant d'un solde de 574,64 milliards de FCFA en août 2022 à un solde de 1 006,52 milliards de FCFA un an plus tard due principalement par la hausse des avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale de 35,10%, et par la diminution des Engagements Extérieurs de 22,36%.

En ce qui concerne l'augmentation des avoirs extérieurs brutes, elle s'explique par la hausse de 7,75% du Compte d'Opérations (58,76 milliards) passant d'un solde de 757,97 milliards de FCFA au 31 août 2022 à un solde de 816,76 milliards de FCFA un an plus tard, et d'autre part, l'augmentation des Autres créances et avoirs en devises convertibles de 226,69 milliards de FCFA, qui passent de 23,47 milliards de FCFA à fin août 2022 à 250,16 milliards de FCFA au 31 août 2023.

De même, les avoirs extérieurs des banques ont évolué à la hausse de 43,20% (64,23 milliards de FCFA), passant d'un solde de 148,68 milliards de FCFA à fin août 2022 à un solde 212,90 milliards de FCFA à un an plus tard.

Par contre les engagements extérieurs de la Banque Centrale et des banques commerciales ont diminué de 22,36 % (84,91 milliards de FCFA), passant d'un solde de 379,65 milliards de FCFA au 31 août 2022 à un solde de 294,74 milliards de FCFA un an plus tard. Cette baisse est due principalement à la diminution des engagements extérieurs des banques commerciales de 45,17% et de la Banque Centrale de 6,22%.

1.2. Crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur a connu une baisse de 39,56% (-362,62 milliards de FCFA), passant ainsi de 916,61 milliards de FCFA au 31 août 2022 à 553,99 milliards de FCFA à la même date un an plus tard. Cette évolution est liée principalement à la baisse exponentielle des créances nettes du système monétaire sur l'Etat. Ainsi les différentes composantes ont évolué comme suit :

✓ Créances nettes sur l'Etat

La position de l'Etat sur le système monétaire s'est fortement améliorée de 426,44 milliards de FCFA, passant d'un solde déficitaire de 51,53 milliards de FCFA en août 2022 à un solde excédentaire 374,91 milliards de FCFA douze mois plus tard. Cette évolution exponentielle des créances nettes de l'Etat s'explique principalement par la hausse des Dépôts et Encaisses de l'Etat dans les banques commerciales de 85,84% (253,07 milliards de FCFA), passant d'un solde de 294,80 milliards de FCFA à fin août 2022 à un solde 547,86 milliards de FCFA un an plus tard.

✓ Crédits à l'Economie

L'encours des crédits à l'économie a connu une augmentation de 7,38% (63,82 milliards FCFA) sur la période d'analyse. Il passe de 865,08 milliards de FCFA au 31 août 2022 à un solde de 928,90 milliards de FCFA douze mois plus tard. Cette hausse s'explique principalement par la hausse des crédits a moyen termes.

Suivant la maturité de crédits octroyés par les banques à fin août 2023, l'analyse fait ressortir la situation suivante : 708,07 milliards de FCFA de crédits à court terme,

201,09 milliards de FCFA de crédits à moyens terme et 19,74 milliards de FCFA de crédits à long terme.

En termes de structure globale, les crédits à court terme représentent 76,65%, tandis que les crédits à moyen et à long terme représentent 21,65% et 2,13% respectivement du total des crédits à l'économie. En termes de répartition des crédits par secteur d'activité, les branches les plus importantes sont : « Bâtiment et Travaux Publics », « production des services destinés à la collectivité de services sociaux et de services personnel » et « Commerce de gros et détail - restauration et hôtel » représentant ainsi 45,98%, 12,14% et 10,34%, respectivement.

2. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2) et de ses contreparties

La masse monétaire (M2) s'est accrue de 21,41 (247,31 milliards de FCFA) passant de 1 155,23 milliards de FCFA à fin août 2022 à 1 402,54 milliards de FCFA un an plus tard en liaison avec la dynamique de ses composantes.

Selon l'analyse de ses composantes, les disponibilités monétaires ont augmenté de 24,41% (223,84 milliards de FCFA), passant de 917,02 milliards de FCFA au 31 août 2022 à 1 140,85 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution est liée à la hausse de la monnaie scripturale de 38,79% (231,87 milliards de FCFA) dans la période d'analyse. Quant à la quasi-monnaie, elle s'est également accrue de 9,85% (23,47 milliards de FCFA), passant de 238,21 milliards de FCFA à fin août 2022, à 261,68 milliards de FCFA un an plus tard.

En ce qui concerne la structure de la masse monétaire, les disponibilités monétaires représentent 81,34% au 31 août 2023, contre 79,38% à la même période un an plus tôt ; la quasi-monnaie quant à elle représente 18,66% à fin août 2023 contre 20,62% douze mois plus tôt.

H. SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE CENTRALE

Entre août 2022 et août 2023, la situation comptable de la BEAC en Guinée Equatoriale a été marquée :

- ✓ à l'actif, par une hausse des disponibilités extérieurs et

- ✓ au passif, principalement par l'augmentation des Autres postes du passif.

Tableau 5 : Situation comptable résumée de la Banque Centrale (En millions de FCFA)

ACTIF	août-22	août-23	Var (août 2023/2022)		PASSIF	août-22	août-23	Var (août 2023/2022)	
			valeur nominale	%				valeur nominale	%
Avoirs extérieurs	805 609	1 088 353	282 744	35,10%	Base monétaire	652 412	773 271	120 859	18,52%
Créances sur l'Etat	850 036	839 442	-10 594	-1,25%	Dépôts de l'Etat	858 568	751 031	-107 537	-12,53%
Créances sur les banques	116 500	102 000	-14 500	-12,45%	Engagements Extérieurs	222 310	208 475	-13 835	-6,22%
Avances aux IFNB	0	0	0		Autres postes du passif	48 576	306 014	257 438	529,97%
Autres postes de l'actif	7 821	6 727	-1 094	-13,99%	Fonds Propres	-1 900	-2 269	-369	-19,42%
TOTAL	1 779 966	2 036 522	256 556	14,41%	TOTAL	1 779 966	2 036 522	256 556	14,41%

Source : BEAC

1. L'ACTIF

1.1. Avoirs extérieurs

Les avoirs extérieurs ont augmenté exponentiellement de 282,74 milliards de FCFA, passant de 805,61 milliards de FCFA à fin août 2022 à 1 088,35 milliards de FCFA à fin août 2023. Cette hausse est due principalement à l'augmentation du solde du Compte autres créances et avoirs en devises convertibles de 226,69 milliards et du Compte d'Opérations de 58,76 milliards de FCFA pour période d'analyse.

Pour l'ensemble de la Zone d'Emission, le solde créditeur du Compte d'Opérations a enregistré une baisse de 5,85% (301,47 milliards de FCFA), passant ainsi de 5 148,98 milliards de FCFA en août 2022 à 4 847,51 milliards de FCFA à fin août 2023.

1.2. Créances sur l'Etat

Les créances sur l'Etat, ont décréue de 1,25% (-10,59 milliards de FCFA), passant de 850,04 milliards de FCFA en août 2022 à 839,44 milliards de FCFA un an plus tard, cette évolution s'explique par la diminution de la contrepartie des allocations de DTS versées aux Etats de 7,69 milliards de FCFA et des crédits au FMI de 3,90 milliards de FCFA.

1.3. Les créances sur les banques

Les créances sur les banques de la Guinée Equatoriale ont baissé de 12,45% (14,50 milliards FCFA) à fin août 2023, passant de 116,50 milliards de FCFA au 31 août 2022 à 102,00 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution s'explique par la diminution des concours du marché monétaire sur la période sous revue.

1.4. Autres postes de l'actif

Les autres postes de l'actif (immeuble et mobilier, comptes d'ordre divers, souscription de la quote-part au FMI en devises, etc.) ont connu une baisse de 13,99 (58,57 milliards de FCFA) à fin août 2023, passant d'un solde de 7,82 milliards de FCFA au 31 août 2022 à un solde de 6,73 milliards de FCFA douze mois plus tard. Cette diminution résulte principalement de la baisse du compte de souscriptions de quote-part au FMI en devise de 1,93 milliards de FCFA.

2. PASSIF

2.1. Base monétaire

La Base monétaire s'est accrue de 18,52% (120,86 milliards de FCFA), passant de 652,41 milliards de FCFA en août 2022 à 773,27 milliards de FCFA en août 2023. Ses principales composantes ont évolué comme suit :

- Billets et monnaies hors banques créatrices de monnaie : baisse de 2,20% (-7,04 milliards de FCFA) passant de 319,24 milliards de FCFA au 31 août 2022 à 312,20 milliards de FCFA au 31 août 2023 ;
- Réserves des banques créatrices de monnaie : hausse de 38,47% (127,90 milliards de FCFA) passant de 332,46 milliards au 31 août 2022 à 460,36 milliards de FCFA un an plus tard ;
- Dépôts des institutions financières non bancaires : elles se sont maintenues inchangées d'une valeur de 0,71 milliards de FCFA en glissement annuel entre août 2022 et août 2023 ;
- Dépôts des entreprises publiques non financières : elles sont également restées stable de 0,006 milliards de FCFA en glissement annuel entre août 2022 et août 2023.

2.2. Dépôts de l'Etat

Les dépôts et encaisses de l'Etat auprès de la BEAC ont décru de 12,53% (107,54 milliards de FCFA), passant de 858,57 milliards au 31 août 2022 à 751,03 milliards de

FCFA un an plus tard. Cette baisse s'explique principalement par la diminution du solde des dépôts spéciaux de 96,43 milliards de FCFA.

2.3 Engagements extérieurs

Les engagements extérieurs de la BEAC en Guinée Equatoriale ont baissé de 6,22% (13,84 milliards de FCFA), passant de 222,31 milliards de FCFA au 31 août 2022 à 208,48 milliards de FCFA à la même période un an plus tard. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des allocations en DTS de 9,28 milliards de FCFA et du recours au crédit du FMI de 3,90 milliards de FCFA.

2.4 Autres postes du passif

Les Autres postes du passif (compte de résultat, comptes d'ordre divers, les écarts sur dépôts des banques et institutions financières de la zone, écart sur les comptes courants des trésors nationaux, etc..) ont connu une hausse exponentielle suite à la reprise des engagements issus de l'écart sur les dépôts des banques et les institutions financières de la zone de 250 milliards de FCFA.

Pour la CEMAC, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a enregistré une évolution à la hausse, passant d'un taux de couverture de 70,41 % à 71,80% en glissement annuel.

I. SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

1. Evolution de la situation bilancielle

Le système bancaire équato-guinéen compte 5 banques en activité au 30 juin 2023. Il s'agit de : Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE), BGFIBANK Guinée Equatoriale (BGFIBANK GE), CCEI BANK GE (CCEI GE), Ecobank Guinée Equatoriale (Ecobank-GE) et Société Générale de Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE).

Le total agrégé des bilans s'établit à 1 902 Milliards FCFA. Il a progressé de 7,9 % par rapport au 30 juin 2022.

Les dépôts collectés s'élèvent à 1 358 Mds FCFA (71,4 % du total du bilan). Ils se sont accrus de 12,7 % en variation annuelle.

Les crédits bruts à la clientèle sont de 965 Mds FCFA. Ils sont en expansion de 1,0 % par rapport à juin 2022. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle se sont établies à 175 Milliards FCFA, en augmentation de 6,2 % par rapport à l'année

précédente à la même date. En conséquence, les crédits nets se fixent à 791 Mds FCFA (41,6 % du total du bilan), soit une variation annuelle de -0,1 %.

Les créances en souffrance s'élèvent à 555 Mds FCFA. Elles représentent 57,5 % des crédits bruts contre 59,1 % douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est améliorée, comparée la situation qui prévalait en juin 2022. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions se situe à 31,5 %, contre 29,1 % l'année précédente à la même date. Il se maintient à un niveau identique à celui atteint le mois précédent.

La couverture des crédits par les dépôts s'établit à 171,7 % contre 152,2 % en juin 2022. Ainsi, les opérations avec la clientèle dégagent un excédent de ressources de 567 Milliards FCFA. On relevait un excédent de 413 Milliards FCFA en juin 2022

Les banques de la Guinée Equatoriale dégagent un excédent des capitaux permanents de 184 Mds FCFA par rapport aux valeurs immobilisées contre un excédent de 159 Milliards FCFA à fin juin 2022.

L'excédent de trésorerie se situe à 740 Mds FCFA (38,9 % du total du bilan). Il a enregistré des fluctuations de +23,6 %, respectivement par rapport à la situation qui prévalait douze mois plus tôt.

2. Respect des normes prudentielles

Au plan de l'analyse prudentielle, sur les 5 banques figurant dans le champ d'analyse (sans changement par rapport au mois précédent et l'année précédente à la même date) :

- ✓ 2 banques sont en conformité avec les dispositions relatives à la représentation du capital minimum (contre 2 banques en conformité le mois précédent et l'année précédente à la même date) ;
- ✓ en matière de solvabilité, 2 banques extériorisent un ratio de couverture des risques pondérés par les fonds propres nets supérieur ou égal au minimum de 8 %, contre 2 banques l'année précédente à la même date ; (le minimum réglementaire étant fixé à l'époque à 7 % des fonds propres nets) ;

- ✓ dans le cadre des normes de division des risques, aucune banque parvient à respecter la limite globale en maintenant en dessous de l'octuple des fonds propres nets la somme des risques pondérés supérieurs à 10 % desdits fonds propres (contre 2 banques l'année précédente à la même date) et seulement 2 banques se conforment à la limite individuelle en n'entretenant pas de risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire excédant 25 % des fonds propres nets (contre 1 banque l'année précédente à la même date) ;
- ✓ s'agissant de la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, 1 banque réalise un ratio supérieur ou égal au minimum de 100 % (contre 2 banques l'année précédente à la même date) ;
- ✓ en ce qui concerne le rapport de liquidité, les disponibilités à vue ou à moins d'un mois sont supérieures ou égales au minimum réglementaire de 100 % des exigibilités de même terme pour 5 banques (contre 3 banques l'année précédente à la même date) ;
- ✓ quant au respect du coefficient de transformation à long terme, 1 banque parvient à financer à hauteur de 50 % au moins (minimum réglementaire) leurs emplois à plus de cinq ans de durée résiduelle par des ressources permanentes (le nombre de banques en conformité était de 0 l'année précédente à la même date) ;
- ✓ enfin, 2 banques maintiennent la somme des engagements sur les actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur le personnel en dessous du plafond réglementaire de 15 % des fonds propres nets (le nombre de banques en conformité était de 2 l'année précédente à la même date).

J. EVOLUTION DU MARCHE MONETAIRE ET TITRES PUBLICS

✓ STRATEGIE ET EVOLUTION DE LA POLITIQUE MONETAIRE

Conformément à ses statuts, la Banque Centrale garantit la stabilité monétaire. Cette mission se décline stratégiquement en un double objectif ; au plan interne, elle consiste en une quête de la stabilité des prix à moyen terme et, au plan externe, elle vise une couverture suffisante à chaque instant des engagements à vue de la Banque Centrale par les disponibilités extérieures de la BEAC.

Du point de vue opérationnel, la stabilité de la monnaie est assurée, au plan interne, lorsque le taux d'inflation en moyenne annuelle est inférieur ou égale à 3 %, et au plan externe, quand le niveau des avoirs extérieurs bruts représente au moins 60 % des engagements à vue de la BEAC, équivalant à trois (03 mois) d'importations des biens et services.

Pour atteindre son objectif, l'approche retenue par la BEAC consiste à intervenir sur le marché monétaire via les opérations d'Open Market, soit en ponctionnant, soit en injectant de la liquidité centrale, afin de piloter le Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) du marché monétaire autour de son principale taux directeur(TIAO). Ce pilotage se fait à l'intérieur d'un corridor constitué par le Taux de la Facilité de Prêt Marginal (taux plafond) et le Taux de la Facilité de Dépôt (taux plancher). Cette démarche se traduit par des interventions hebdomadaires d'appel d'offres, renforcées si nécessaire par d'autres instruments au titre d'apports supplémentaires ou de retraits de liquidités.

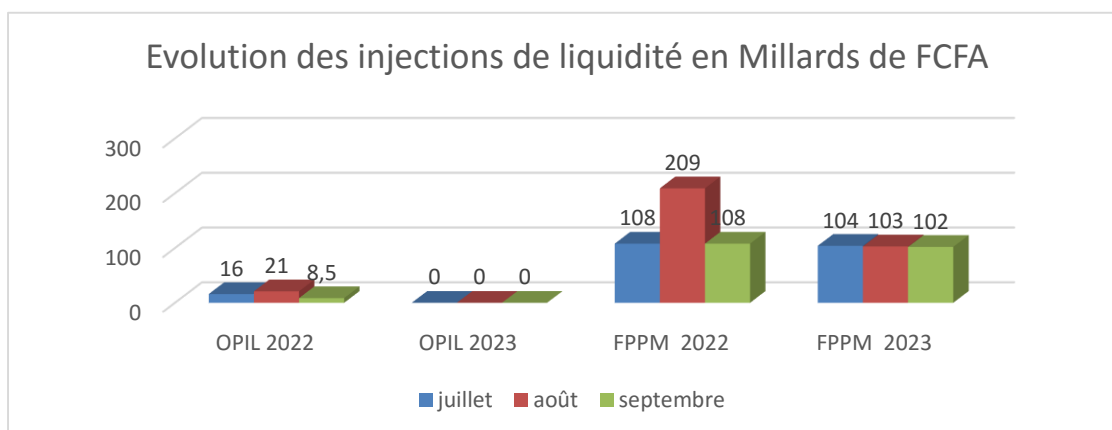
Ainsi, l'évolution de la situation du marché monétaire de la Guinée Equatoriale, au cours de la période sous revue, a été marquée principalement par : (i) une diminution du volume des injections de liquidités, (ii) une progression du volume des opérations de reprise de liquidité sur le système bancaire et, (iii) la poursuite du dynamisme sur le marché interbancaire et des titres publics.

✓ COMPARTIMENT DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE SUR LE MARCHE MONETAIRE

Entre le troisième trimestre 2022 et 2023, le compartiment des interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire a été marqué, par la poursuite des opérations de ponction de liquidités, autorisées par le CPM dans sa Décision n° 02/CPM/2021 du 28 juin 2021, l'objectif étant de revenir vers une gestion de la liquidité fondée sur la prévision des Facteurs Autonomes de Liquidité Bancaire (FALB), suivi les demandes de refinancement d'un établissement de crédit, par recours aux facilité de prêt marginal.

Ainsi, l'encours moyen mensuelle des avances au titre de *la facilité de prêt marginal*, s'est élevé à 102 milliards FCFA au 30 septembre 2023, contre une moyenne mensuelle de 108 milliards FCFA à la même période un an auparavant, soit une diminution de 5,5% expliqué principalement par la réduction de la faculté d'avances, en lien à l'arrivée à échéance des titres en garantie. Ces concours ont bénéficié deux banques de la place dont un en situation de dépendance au refinancement de la BEAC.

Graphique 1 : Evolution des injections de liquidité



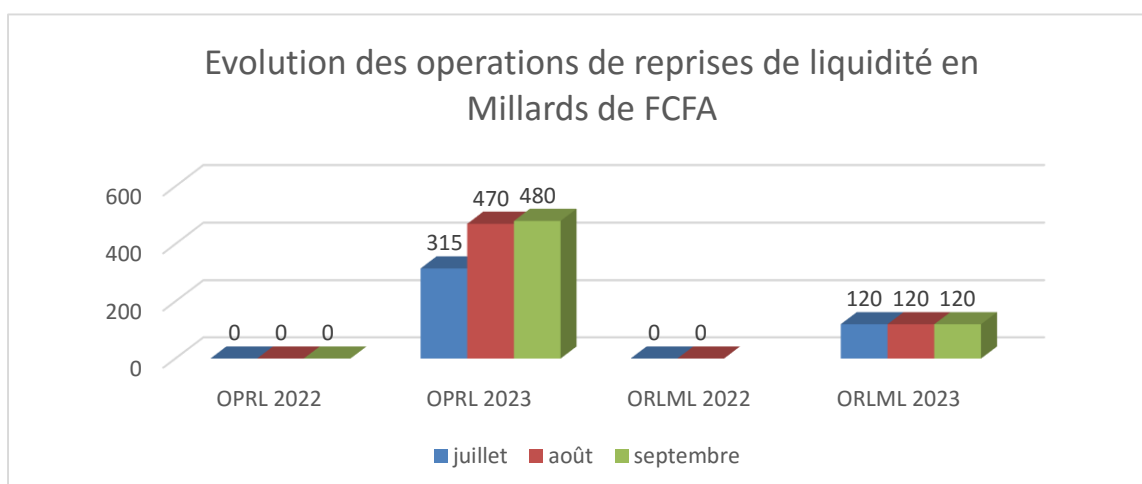
Source : BEAC

Concernant les opérations d'injection de liquidité au système bancaire par la BEAC (opération principale d'injection de liquidité et opération d'injection de liquidité à maturité longue aucune n'a été lancée au cours de la période de référence, contre une moyenne mensuelle de 8,5 milliards FCFA, à la même période un an auparavant. Cette évolution est en lien avec la gestion de la liquidité par la Banque Centrale fondée sur la prévision des Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire.

S'agissant des opérations de reprises de liquidité du système bancaire par la BEAC, l'encours mobilisé a fortement progressé au cours des trois derniers mois, pour l'opération principale de reprise de liquidité (OPRL), passant de 315 milliards FCFA en juillet 2023 à 480 milliards FCFA en septembre 2023 et l'opération de reprise de liquidité à maturité longue (ORLML) s'est maintenue au même niveau de 120 Milliards de FCFA entre juillet 2023 et septembre 2023.

Les montants mis en adjudication ont été maintenus à 150 milliards de FCFA pour l'opération principale de reprise de liquidité et à 50 milliards de FCFA pour les opérations de reprise de liquidité à maturité longue. Par ailleurs, le taux appliqué d'adjudication pour l'ORLML est passé de 0,75% en septembre 2022, à 1,00% en septembre 2023, tandis que, le taux maximum pour l'OPRL est resté fixé à 0,85%.

Graphique 2 : Evolution des opérations de reprise de liquidité



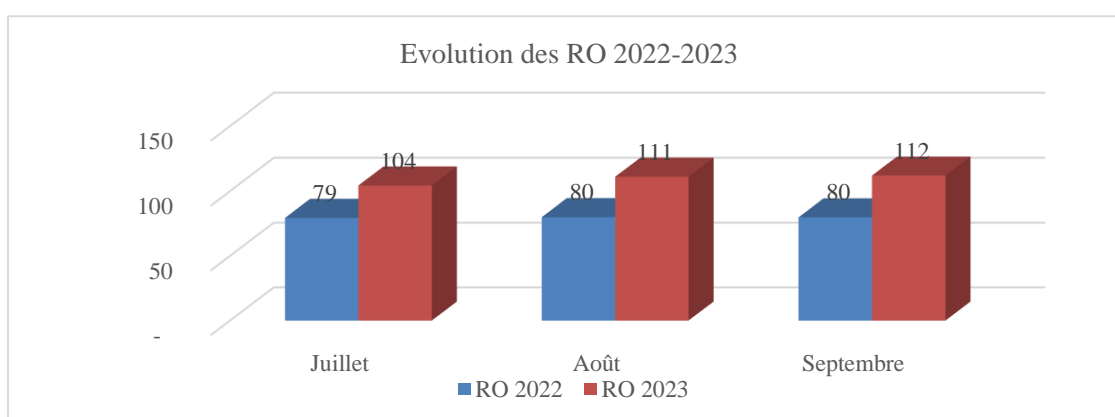
Source : BEAC

- **Evolution des réserves obligatoires**

Le volume des réserves obligatoires à constituer par les assujettis a augmenté de 32 milliards FCFA au cours de la période de référence pour s'établir à 111,9 milliards en septembre 2023. Cette évolution s'explique principalement par l'accroissement des dépôts de la clientèle du système bancaire. Aucune banque de la place n'est déficitaire de la constitution des réserves obligatoires au 30 septembre 2023.

Ainsi, la BEAC a maintenu inchangés les coefficients des réserves obligatoires au cours de la période référencée, à 7,00 % pour les exigibilités à vue et 4,50 % pour les exigibilités à terme.

Graphique 3 : Evolution des réserves obligatoires



Source : BEAC

- **Conditions d'intervention de la BEAC**

Le Comité de Politique Monétaire de la BEAC, réuni en sa session ordinaire du 25 septembre 2023, a procédé aux réaménagements ci-après :

Tableau 1 : Taux d'intervention de la BEAC

Principaux taux d'intervention de la BEAC	
Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) :	5,00 % (inchangé)
Taux de la Facilité marginale de prêt :	6,75 % (inchangé)
Taux de la Facilité marginale de dépôts :	0,00 % (inchangé)

Taux d'intérêt sur Placements Publics de la BEAC	
Fonds de réserve pour les Générations Futures (TISPP0) :	0,40 % (inchangé)
Mécanisme de Stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1) :	0,05 % (inchangé)
Dépôts Spéciaux (TISPP2) :	0,00 % (inchangé)

Source : BEAC

✓ **COMPARTIMENT INTERBANCAIRE**

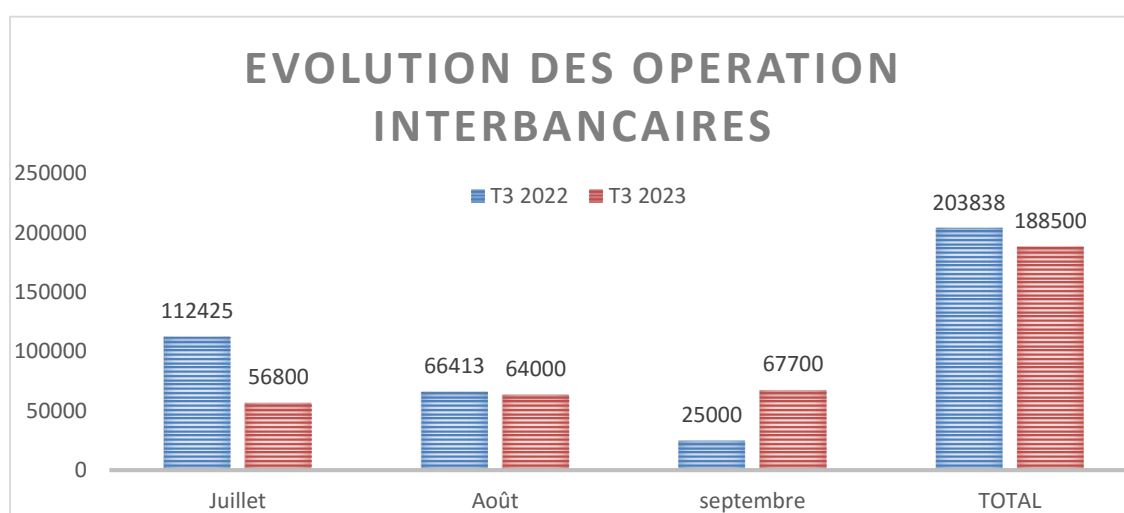
Le volume des transactions interbancaires a régressé de 7,52% entre le troisième trimestre 2023 et celui de 2022, passant de 204 milliards de FCFA au troisième trimestre 2022 à 189 milliards de FCFA au troisième trimestre un an plus tard. Cette évolution s'explique notamment par : i) l'arrêt des injections des liquidités par la BEAC, entraînant ainsi les banques à concourir sur le marché interbancaire pour satisfaire leurs besoins ; ii) la préférence de certains établissements de crédit à faire des opérations intragroupes en détriment des intergroupes, et iii) la facilité de mobiliser les fonds très élevés en moins de temps et avec des intérêts plus accessibles.

En effet, l'encours des transactions interbancaires en glissement trimestrielle entre 2022 et 2023 correspond aux opérations de pension livrée et opérations en blanc de maturité, allant de 7 à 31 jours avec des taux oscillant entre 4,0% et 6,8%.

Tableau 2 : Evolution des opérations sur le marché interbancaire

MOIS	T3 2022	T3 2023	Evolution (%)	Observations
Juillet	112 425	56 800	-49,48	T3 2022 et T3 2023, maturité de 7 au 31 jours. TIM 4% à 6%
Août	66 413	64 000	-3,63	T3 2022 et T3 2023, maturité de 7 au 31 jours. TIM 4,4% à 6%
Septembre	25 000	67 700	170,80	T3 2022 et T3 2023, maturité de 14 au 30 jours. TIM 4,4% à 4,6%
TOTAL	203 838	188 500	-7,52	

Source : BEAC



Source : BEAC

✓ MARCHE DES TITRES PUBLICS

Le dynamisme du marché des valeurs du Trésor, observé depuis quelques années, s'est poursuivi au cours de la période sous revue. En effet, le volume total des émissions des titres publics par adjudication organisés par la BEAC a augmenté de 50% (15 milliards), pour s'établir à 45 milliards FCFA au 3^{ème} trimestre 2023, contre 30 milliards FCFA à la même période un an auparavant.

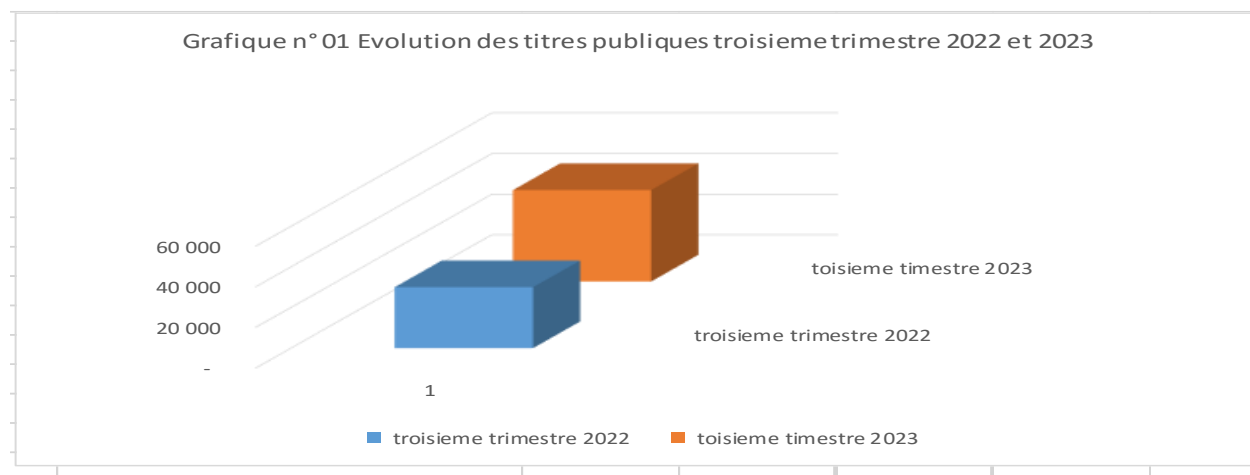
Le nombre d'appels d'offres a progressé au cours des trois derniers mois de 50%, à 3 appels d'offres sur Bons du Trésor assimilables, et a permis de lever un montant total de 19,60 milliards de FCFA. Les BTA à 26 et 52 semaines constituent l'essentielle des émissions de la Guinée Equatoriale au cours de la période de référence.

L'examen de la dynamique mensuelle des taux moyens pondérés des émissions des BTA de la Guinée Equatoriale, met en exergue une relative stabilité du taux des BTA à 26 semaines au

cours des trois derniers mois, qui oscille entre à 6,25 et 6,37 %. Les BTA à 52 semaines évoluent à la baisse passant de 7,53 à 6,50 %.

L'encours de la dette sur le marché des titres publics (BTA et OTA) de l'Etat Equato Guinéenne est en constant augmentation. En effet, il s'est élève à 463,22 milliards au 30 septembre 2023, contre 593,63 milliards un an plutôt à la même date.

Tableau n° 2 : Evolution des titres publics



Source : BEAC

- **Concours de la BEAC au Trésor National**

Les concours de la Banque Centrale aux Etats sont constitués pour rappel (i) des créances consolidées sur les avances statutaires, et (ii) des titres publics rachetés sur le marché secondaire des valeurs du Trésor de la CEMAC.

Ainsi, le total des engagements de l'Etat vis-à-vis de la BEAC a demeuré de 608, 70 milliards FCFA au 30 septembre 2023. Conformément aux Conventions signées avec les Etats en 2017, les premières échéances de remboursement du capital devaient en principe intervenir dès 2022. Cependant, le Comité Ministériel de l'UMAC, lors de sa session extraordinaire du 21 septembre 2021, a adopté, par Résolution n°01, le rééchelonnement des crédits consolidés avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2022, initialement fixées à 14 ans avec 4 ans de différé, la maturité, pour l'Etat Equato-Guinéenne, a été rallongée sur 40 ans avec 3 ans de différé.

S'agissant des échéances de remboursement en intérêts, un montant total de 4,47 milliards FCFA, a été entièrement honoré par l'Etat Equato-Guinéenne au 30 septembre 2023, même niveau atteinte un an auparavant.

Dans le cadre du plan de riposte de la Banque Centrale à la pandémie de COVID-19, le CPM avait adopté, par Décision n° 06/CPM/2020 du 22 juillet 2020, un programme de rachat des titres publics sur le marché secondaire pour un montant plafonné à 600,0 milliards, à raison

de 100,0 milliards par Etat. Au 30 septembre 2023, l'encours des titres rachetés par la BEAC, pour la Guinée Equatoriale, compte tenu des tombées d'échéances, s'est situé à 47,07 milliards FCFA, constitué uniquement des OTA.

- **Evolution des placements publics**

Le solde du compte *Dépôt Spéciaux*, s'est accru de 3,07 milliards au cours de la période sous revue, pour s'établir à 3,23 milliards FCFA à fin septembre 2023. Ce solde se situait à 0,16 milliards FCFA la même période un an auparavant. Cette évolution est favorisée par un moindre volume de retrait effectué par le Trésor sur ce compte (705,63 milliards FCFA) en septembre 2023, contre (1 142 milliards FCFA) un an auparavant.

Quant au compte *Mécanisme des Recettes Budgétaires*, le solde a régressé de 7% au cours de la période sous revue, passant de 510,11 milliards FCFA en septembre 2022 à 471,44 milliards FCFA au 30 septembre 2023. Cette évolution est expliquée principalement par l'augmentation du volume des retraits anticipés effectués par le Trésor sur ce compte, par rapport à la période sous revue.

En ce qui concerne le compte *Fonds pour les Générations Futures*, le solde s'est accru de 12 milliards FCFA, passant de 42,85 milliards FCFA au 30 septembre 2022 pour s'établir à 54,85 milliards FCFA au 30 septembre 2023, suite au nouveau placement de 12 milliards effectué par le Trésor, le 15 mars 2023.

III. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES DE LA GUINEE EQUATORIALE

A moyen terme, l'Etat équato-guinéen devrait poursuivre sa stratégie annoncée de diversification économique, notamment dans les branches « *Sylviculture et exploitation forestière* », « *Tourisme* », et dans une moindre mesure la branche « *Agriculture* », et d'investissements dans l'éducation et la santé. D'importants projets sont en cours et redynamiseraient à moyen terme le secteur non pétrolier de la Guinée Equatoriale. De plus, pour améliorer les perspectives économiques du pays, il est envisagé la création d'une zone économique spéciale, avec un recours mesuré aux Partenariats Publics Privés (PPP). Le secteur pétrolier devrait être fortement impacté par la qualité des négociations entre l'Etat et l'entreprise MEGUI qui cesserait ses activités dans le pays en 2025. Ainsi, la récession économique devrait globalement ralentir, profitant ainsi des performances du secteur non pétrolier.

Au total, les projections à moyen terme tablent sur un recul des activités sur la période 2024-2026, toutefois le taux de croissance en termes réels devrait s'améliorer à moyen terme, passant de -3,8 % en 2024 à -2,7 % en 2026. La croissance économique dans le secteur non pétrolier devrait s'accélérer en 2024 (+2,6 %) avant de connaître une décélération à partir de 2025 (+1,3 % en 2025 et +0,9 % en 2026). Quant au secteur pétrolier, il demeurerait en récession à moyen terme, avec un taux de croissance en moyenne annuelle de -15,0 % entre 2024 et 2026.

Les prévisions d'inflation sont fortement liées aux hypothèses sur l'issue de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Globalement, en raison des récentes politiques mises en place par les Autorités équato-guinéennes de protection du pouvoir d'achat des ménages, le taux d'inflation en moyenne annuelle devrait diminuer progressivement à partir de 2024, tout en restant en dessous de la norme communautaire de 3,0 %.

Le solde budgétaire, base engagements hors dons, devrait diminuer en 2024 (+1,7 % du PIB après 2,4 % en 2023) et avant de devenir déficitaire à partir de 2025. En outre, le déficit extérieur courant se dégraderait davantage, pour se situer à -3,3 % du PIB en 2024, à -6,4 % en 2025 et -9,2 % en 2026.

Sur le volet monétaire, en moyenne annuelle sur la période sous revue, les avoirs extérieurs nets et les crédits à l'économie devraient reculer de 11,9 % et 1,2 % respectivement tandis que les créances nettes sur l'Etat s'accroîtraient de 238,8 % sur la période. En conséquence, la masse monétaire devrait connaître une hausse de 3,4 %. Les réserves extérieures pâtiraient des évolutions des secteurs réel et extérieurs et reviendraient ainsi de 5,1 mois en 2024 à 4,3 mois d'importations de biens et services en 2026.

ANEXES

Tableau 1 : Principaux indicateurs économiques et financiers 2016-2026

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	-	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
PIB, prix et population											
Taux de croissance (PIB global en termes	-9,5	-2,1	-3,0	-4,4	-4,6	0,9	2,9	-4,3	-3,8	-3,6	-2,7
dont secteur pétrolier	-8,8	-6,5	-10,3	-10,9	-5,3	-6,7	-2,5	-14,5	-16,5	-15,7	-13,0
secteur non pétrolier	-10,2	2,8	4,2	1,2	-4,1	6,6	6,4	1,9	2,6	1,3	0,9
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation/ (prix à la consommation - en moy	1,4	0,8	1,3	1,2	-4,7	-0,1	-4,9	2,2	1,7	1,6	1,6
Finances publiques											
Recettes totales	-45,4	6,7	20,0	-14,2	-33,9	26,9	117,1	-36,9	-6,4	-16,3	-11,5
dont recettes pétrolières	-51,2	17,6	23,4	-16,5	-36,7	34,2	144,8	-41,0	-8,9	-20,1	-15,0
recettes non pétrolières	-21,5	-21,0	7,2	-4,3	-22,9	3,8	4,3	3,0	6,9	1,5	1,4
Dépenses totales	-42,2	-26,1	3,7	-22,3	-17,1	-6,8	15,5	-1,4	-2,2	-5,6	-12,0
dont dépenses courantes	4,2	2,6	3,9	1,3	-10,6	2,5	21,7	2,2	0,6	-0,3	0,3
dépenses en capital	-54,6	-43,7	3,4	-48,8	-31,5	-33,6	150,5	-9,2	-8,9	-20,1	-53,2
Monnaie et crédit											
Avoirs extérieurs nets	-80,9	-57,1	42,0	-177,7	-219,5	38,4	607,4	-1,8	-9,8	-16,3	-10,3
Crédits à l'économie	3,7	1,4	1,8	-20,6	0,0	-3,0	-2,0	1,4	0,4	1,3	-5,2
Créances nettes sur l'Etat	227,4	50,9	3,6	97,8	10,1	-12,3	-109,3	139,1	577,8	93,5	45,0
Masse monétaire (M2)	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	0,4	20,7	4,9	4,8	3,4	2,0
Concours de la BEAC aux banques	52,8	-34,5	93,3	-39,2	71,5	-5,7	-25,1	-6,3	0,0	50,0	22,2
Taux de couverture extérieure (fin de péri	8,4	7,1	7,1	7,3	7,7	6,9	57,0	60,9	61	58	56
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB i	3,17	3,35	3,63	4,08	4,36	4,71	4,33	4,20	4,16	4,13	4,14
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de péri	2,45	2,95	3,50	3,50	3,25	3,50	4,00	4,00	4,00	5,00	5,00
Secteur extérieur											
Exportations, fob	-28,5	24,4	12,4	-8,5	-46,7	29,5	83,1	-34,0	-14,1	-18,3	-14,0
Importations, fob	-6,4	-11,4	-5,5	-24,8	-27,6	8,7	10,5	51,4	-5,0	-3,3	-1,5
Termes de l'échange	-5,2	26,6	25,2	-6,6	-32,9	57,8	45,9	-22,2	-1,1	-9,2	-6,4
Variation des prix à l'exportation	-19,3	23,9	24,7	-3,4	-35,7	65,9	69,4	-22,9	0,0	-5,2	-3,8
Variation des prix à l'importation	-14,9	-2,2	-0,4	3,5	-4,2	5,2	16,1	-0,9	1,1	4,4	2,8
Taux de change effectif réel	1,5	-1,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des export	1,3	-1,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des import	2,1	-2,9	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis	-67,0	-64,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaie et crédit											
Avoirs extérieurs nets	-49,1	-7,7	2,4	-15,2	-15,7	-2,9	91,8	-0,9	-5,8	-8,5	-4,4
Avoirs intérieurs nets	33,1	8,7	-5,1	7,3	8,7	3,3	-71,1	5,9	10,6	11,9	6,4
Crédit intérieur net	31,4	11,0	0,8	6,4	6,1	-11,6	-70,1	7,7	10,6	11,7	6,3
Créances nettes sur l'Etat	28,4	9,7	-1,0	27,5	6,1	-8,8	-68,2	6,7	10,4	10,9	9,8
Crédits à l'économie (crédits actifs)	2,9	1,4	1,8	-21,1	0,0	-2,9	-1,9	1,0	0,3	0,9	-3,5
Autres postes nets	1,7	-2,3	-5,8	0,9	2,7	14,9	-1,0	-1,9	-0,1	0,2	0,1
Masse monétaire (M2)	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	0,4	20,7	4,9	4,8	3,4	2,0
Comptes nationaux											
Produit intérieur brut	-9,5	-2,1	-3,0	-4,4	-4,6	0,9	2,9	-4,3	-3,8	-3,6	-2,7
dont secteur pétrolier	-4,6	-3,4	-5,2	-5,1	-2,3	-2,9	-1,0	-5,4	-5,5	-4,6	-3,3
secteur non pétrolier	-4,9	1,3	2,1	0,6	-2,3	3,8	3,9	1,2	1,8	0,9	0,6
Demande intérieure brute	-7,1	-1,5	1,6	-7,8	-11,1	13,1	-0,9	2,8	-1,3	-2,6	-1,6
Consommation	5,5	-14,2	0,7	1,0	-8,7	12,7	-1,6	5,2	-0,5	-0,7	0,2
Publique	1,0	0,1	0,8	0,7	-2,6	0,6	0,1	1,7	-2,3	-3,4	-1,3
Privée	4,4	-14,3	-0,1	0,3	-6,0	12,1	-1,7	3,5	1,8	2,7	1,6
Investissements bruts	-12,6	12,7	0,9	-8,8	-2,4	0,4	0,8	-2,4	-0,7	-1,9	-1,8
Publics	-10,8	-2,5	0,8	-3,2	-1,2	-0,1	2,3	-0,3	-0,5	-0,6	-1,1
Privés (Entreprises et ménages)	-1,8	15,2	0,1	-5,5	-1,2	0,5	-1,5	-2,2	-0,3	-1,3	-0,7
dont secteur pétrolier	-1,0	8,3	-0,8	-5,4	-0,1	1,4	1,5	-2,2	-0,7	-0,9	-0,5
secteur non pétrolier	-0,8	6,9	0,9	-0,2	-1,1	-0,8	-3,0	0,0	0,4	-0,4	-0,2
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	-2,4	-0,5	-4,6	3,4	6,5	-12,2	3,7	-7,1	-2,5	-1,0	-1,1
Exportations de biens et services non fac	-3,8	2,0	-10,2	-2,9	-4,5	-17,3	2,3	-3,0	-3,7	-3,0	-2,1
Importations de biens et services non fac	1,4	-2,5	5,6	6,3	11,1	5,2	1,4	-4,0	1,2	2,0	1,0
Comptes nationaux											
Investissements	28,2	31,8	29,4	26,3	26,9	26,9	31,0	29,3	28,4	27,2	25,2
dont Secteur pétrolier	1,1	10,3	8,6	8,3	8,9	10,7	13,7	10,1	8,7	7,2	6,2
Epargne intérieure	24,7	37,8	43,8	41,4	31,4	38,3	59,5	36,9	32,5	27,3	22,4
Epargne nationale	3,4	30,0	31,5	21,1	28,0	31,1	34,5	33,9	28,3	23,9	19,0
Finances publiques											
Recettes totales	19,1	18,6	20,6	18,5	14,2	15,0	26,7	19,2	18,3	15,8	14,2
Recettes pétrolières	13,7	14,8	16,8	14,6	10,8	12,0	24,2	16,2	15,1	12,4	10,7
Recettes non pétrolières	5,4	3,9	3,8	3,8	3,4	3,0	2,5	3,0	3,2	3,4	3,5
Dépenses totales	31,8	21,5	20,5	16,6	16,0	12,5	14,8	16,7	16,6	16,1	14,4
Dépenses courantes	12,1	11,3	10,8	11,5	11,9	10,2	10,2	11,8	12,1	12,4	12,6
Dépenses en capital	19,7	10,1	9,7	5,2	4,1	2,3	4,7	4,8	4,5	3,7	1,7
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	3,6	12,8	3,7	2,9	0,9	1,0
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	3,6	12,8	3,7	2,9	0,9	1,0
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et	-40,3	-27,7	-26,7	-18,4	-15,4	-12,5	-18,4	-17,5	-16,0	-14,4	-11,7
Solde budgétaire, base engagements hors	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	2,5	11,9	2,5	1,7	-0,3	-0,2
Solde budgétaire, base engagements dons	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	2,6	11,9	2,6	1,7	-0,3	-0,2
Solde budgétaire de base (déficit -)	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	2,6	11,9	2,5	1,7	-0,3	-0,2
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 %	-6,6	-1,3	-2,7	-0,7	-0,3	1,8	-2,3	-2,8	0,6	2,0	0,7
Secteur extérieur											
Exportations de biens et services non facte	44,0	51,2	50,5	47,8	30,4	32,4	47,1	35,9	31,5	26,8	23,5
Importations de biens et services non facte	47,5	45,2	36,0	32,7	25,9	21,0	18,6	28,3	27,4	26,7	26,3
Solde du compte courant (dons off.incl., d	-28,5	-8,6	-2,7	-7,4	-0,9	3,8	0,4	1,3	-3,3	-6,4	-9,2
Solde du compte courant (dons off.excl., c	-28,5	-8,5	-2,4	-7,4	1,1	4,2	0,2	1,0	-3,6	-6,6	-9,4
Encours de la dette extérieure/PIB	10,6	9,8	11,7	15,3	16,8	12,5	9,6	9,1	7,9	6,4	4,8
Ratio du service de la dette/Export bsnf	4,0	2,7	2,8	4,6	19,2	5,0	1,0	6,3	5,5	7,7	8,8
Ratio du service de la dette/Recettes budg	9,1	7,5	6,9	12,0	41,1	10,9	1,7	11,8	9,4	13,1	14,7
Encours de la dette totale/PIB	51,4	48,7	46,6	44,4	51,7	41,8	27,4	22,2	17,0	13,9	10,3
Réserves extérieures (en mois d'importatio	0,2	0,1	0,2	0,2	0,5	0,3	8,8	6,3	6,0	5,3	4,9
Réserves extérieures (en mois d'importatio	0,2	0,1	0,1	0,1	0,24	0,21	6,8	5,3	5,0	4,5	4,2
Pour mémoire											
PIB nominal (en milliards de FCFA)	5 907,4	6 468,1	7 017,5	6 717,0	5 782,4	6 937,7	8 464,7	7 422,0	7 299,5	7 087,9	6 994,9
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	3 748,2	3 992,3	4 213,1	4 368,1	4 341,3	4 711,9	5 222,6	5 319,3	5 523,1	5 662,9	5 792,8
Population (en millions d'habitants)	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5	1,5	1,6	1,7	1,7	1,8
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	7 883,6	8 516,6	9 347,5	8 198,1	6 956,2	8 368,8	8 791,5	7 636,6	7 262,2	6 730,8	6 401,5

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

Tableau 2 : Evolution de la production de bois au 30 septembre 2023

45

CNEF réunion du 13 Novembre 2023

Rapport de conjoncture de la Guinée Equatoriale au 31 août 2023 et perspectives à court et moyen termes

www.cnef.ge.org

**PRODUCTION DE BOIS
VOLUME EN METRES CUBES**

PERIODE	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2 022	2 023,0	Var.22/23	2 022	2 023	Var.22/23
Janv.	24 815,3	8 432,4	-66,02	24 815	8 432	-66,02
Fév.	29 375,0	15 500,1	-47,23	54 190	23 932	-55,84
Mars	20 196,0	9 754,5	-51,70	74 386	33 687	-54,71
Avr.	12 012,0	6 786,7	-43,50	86 398	40 474	-53,15
Mai	12 476,6	8 376,0	-32,87	98 875	48 850	-50,59
Juin	9 904,0	13 842	39,76	108 779	62 691	-42,37
Juil.	11 144	11 057	-0,77	119 923	73 749	-38,50
Août	14 847	12 688	-14,54	134 770	86 437	-35,86
Sept.	24 815	10 788	-56,53	159 585	97 225	-39,08
Oct.	5 449			165 035		
Nov.	4 632			169 666		
Déc.	10 485			180 151		